



**Commune de Villars-sur-Glâne**  
**Conseil communal**

1752 Villars-sur-Glâne 1  
Case postale 176  
Chèques postaux 17-193-0  
[www.villars-sur-glâne.ch](http://www.villars-sur-glâne.ch)

**A la presse et aux médias**

## **EMBARGO**

Nous vous informons que nous mettons l'embargo sur ce message jusqu'à la séance du Conseil général de Villars-sur-Glâne, qui se déroulera le jeudi 7 novembre 2013, à 19.30 heures.

Nous vous remercions d'en prendre bonne note.

**Le Conseil communal**





1752 Villars-sur-Glâne 1  
Case postale 176  
Chèques postaux 17-193-0  
[www.villars-sur-glâne.ch](http://www.villars-sur-glâne.ch)

Commune de Villars-sur-Glâne  
Conseil communal

Séance du Conseil général du 7 novembre 2013

## MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

### relatif à la fusion avec Fribourg et Marly

---

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal vous soumet sa prise de position concernant le projet de fusion avec Fribourg et Marly.

#### I. Introduction

Après l'aboutissement de l'initiative « Fusion 2011 » en janvier 2008, du recours de l'Association Fusion 2011 sur la procédure à suivre pour donner effet à cette initiative au sein des cinq communes concernées, le Conseil communal, à l'instar des communes de Fribourg, Corminboeuf, Givisiez, Granges-Paccot auxquelles s'est ajoutée Marly, a signé, en date du 29 mai 2009, une convention avec ladite association, afin de s'engager à présenter, à l'horizon 2016, un projet de fusion.

Les 6 communes se sont donc engagées dans cette voie afin de parvenir à dégager des pistes d'une fusion à six. Cette démarche s'inscrivait dans la mouvance des pourparlers qui existaient déjà depuis quelques années entre ces communes et qui ont permis des rapprochements destinés à permettre, à long terme, à aboutir à une éventuelle fusion. Ainsi, plusieurs mesures et des réalisations en commun de travaux ont pu être réalisées, dans une optique de rechercher des synergies et des rapprochements.

Un Comité de pilotage (ci-après : CoPil), composé des syndics et chefs des finances de chaque commune a été créé en vue de suivre l'ensemble des travaux dès le début et de décider des démarches à entreprendre, au fur et à mesure de leur avancement.

Une première étape, confiée à un expert le Prof. Jean-Claude Perret-Gentil, a permis de déterminer les éléments de gestion des différentes communes, de faire un inventaire de la gestion des affaires par les six administrations communales, d'établir une liste des associations intercommunales et autres conventions liant les communes concernées, entre elles ou avec d'autres entités non comprises dans



ce périmètre et de définir les problèmes qu'il y aurait lieu de résoudre. Cette première étude a mis en exergue une grande disparité entre les communes, s'agissant de leur structure politique, de leur population, de leur endettement, de leur fiscalité ainsi que de leur gestion. Le rapport de l'étude entrevoyait deux hypothèses de fusion : soit la fusion de l'ensemble des six communes, soit une fusion par étapes.

Le 10 décembre 2010, les communes de Givisiez, Granges-Paccot et Corminboeuf ont annoncé au CoPil leur intention de privilégier la fusion par étapes et la réalisation d'une plateforme de discussion en vue de la fusion de leurs communes respectives à laquelle elles ont adjoint Chésopelloz, sous la titulature de « 2C2G ». A cet effet, elles ont suspendu leur participation au projet de fusion à 6 dans une première phase, se réservant ensuite la possibilité de rediscuter entre 2C2G et, cas échéant, la nouvelle commune fusionnée.

Après ce départ, Villars-sur-Glâne a relevé que le processus tel qu'il résultait des pourparlers avec l'association Fusion 2011 devenait donc caduc en raison de la défection de trois des six communes concernées. Les trois communes restantes, soit Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne décidaient de poursuivre leurs travaux en vue de déterminer d'une opportunité de fusion, dans la 2ème étape du processus préconisé par l'expert.

Cette deuxième étape consistait à faire le point, dans le cadre de groupes de travail techniques, des éléments de rapprochement, de similitude dans la gestion des matières relevant des divers dicastères, mais aussi des différences et des divergences qui nécessiteraient la mise en place de structures spéciales et de procédures permettant une unification, voire une harmonisation des pratiques et des niveaux.

Toutefois, en marge de ces travaux, il est apparu très rapidement au CoPil que des considérations financières fondamentales feraient obstacle à la fusion. En l'état – et tant que ces questions financières ne sont pas réglées – on voit mal comment le Conseil communal de Villars-sur-Glâne pourrait s'engager dans ce processus.

Ainsi, malgré ces constatations, le Conseil communal a estimé qu'il ne pouvait, à ce stade poursuivre les travaux et s'engager dans ce processus. En effet, ainsi qu'il sera expliqué ci-après, à prestations identiques, la fusion entraînera, pour les habitants de Villars-sur-Glâne une hausse très importante du taux d'impôt. A ce stade, le Conseil communal a estimé qu'il ne pouvait s'engager au nom de la population villaroise. Il a donc été décidé que le Conseil général de chacune des trois communes serait consulté au préalable sur la position de l'exécutif et que, le 18 mai 2014, la population de chacune des communes concernées serait appelée à décider, en toute connaissance de cause si elle entend, malgré tout, que son conseil communal respectif poursuive les travaux de mise en place d'une fusion.

A cet effet, nous vous transmettons les informations concernant le travail réalisé jusqu'ici ainsi que les considérations financières que le CoPil a mises en exergue. Nous vous soumettrons ensuite la position du Conseil communal sur la fusion.

## **II. Etat des travaux**

Le CoPil a mis en place 5 groupes de travail qui regroupaient les divers services en fonction des objets traités dans chaque commune, un présidé par Marly et deux par Fribourg et Villars-sur-Glâne, soit :

- GT Service à la population (présidence : Marly)
- GT Finances et
- Gt Service administratif (ces deux présidés par Villars-sur-Glâne)
- GT Service technique et
- GT Aménagement du territoire (ces deux derniers présidés par Fribourg).

Il a été tenu compte de la matière et non des répartitions par dicastère, puisque celles-ci diffèrent dans les trois communes. A chaque fois, le conseiller communal en charge du dossier participait aux discussions, parfois accompagné de ses chefs de service.

Les travaux des groupes devaient faire ressortir les possibles synergies et les différences dans la gestion des affaires. Un rapport circonstancié des travaux en groupe était attendu et devait permettre au CoPil dans une première phase, puis à la Conférence des Conseils communaux des trois communes (réunies deux fois), de faire le point et de proposer des pistes.

Le CoPil a identifié plusieurs éléments qui actuellement doivent faire l'objet de décisions spécifiques : Il s'agit de la question de la Bourgeoisie, de la caisse de pension de la Ville de Fribourg, de la décharge de la Pila, des services industriels, du nom et armoiries de la nouvelle commune, des services de proximité, de la période intermédiaire située immédiatement après la fusion et de la représentativité des autorités de la nouvelle commune.

Le CoPil a décidé de traiter directement des questions plus « politiques », en particulier celles liées à l'appellation de la nouvelle commune, à ses armoiries ainsi qu'à la période intérimaire. D'autre part, certaines questions financières ont été traitées à la fois par le Groupe de travail finances, mais aussi au niveau du CoPil.

### **Résultats des travaux des groupes, constatations**

#### **Groupe de travail**

Au niveau des groupes de travail technique, il est inutile de détailler le résultat des discussions. De manière générale, les questions techniques pourront être résolues, sans trop de problèmes, par des décisions d'ordre technique et administratif. Les éventuelles différences de niveaux d'une commune par rapport à une autre ne sont pas si criantes, contrairement à ce qui aurait pu être dit, voire craint, de sorte que des solutions pourront être trouvées sans trop révolutionner les pratiques. Il restera certes des adaptations à réaliser, à tenir compte des besoins de proximité, mais cela ne demandera pas un investissement insurmontable.

Toutefois, il faudra être conscient que la fusion à court et moyen termes n'entraînera aucune économie d'échelle, au contraire, car il y aura lieu de maintenir des services décentralisés dans la mesure du possible et de prendre en considération les ressources humaines existantes des trois communes, afin de ne pas engager des procédures de licenciement du personnel. D'autre part, la fusion pourrait générer des besoins nouveaux qui nécessiteraient des moyens supplémentaires. De plus, les investissements annoncés pour la Ville, notamment dans le secteur scolaire pour lesquels elle envisage de relever le taux d'impôts, vont encore aggraver la situation.

Par ailleurs, il y a des spécificités propres à chaque commune qui survivront, du moins pendant une période plus ou moins longue et qui nécessiteront parfois le maintien de structures susceptibles de grever le budget de la nouvelle commune fusionnée et de se recouper avec d'autres actions communes (elles ont trait notamment au fonctionnement des activités sportives, culturelles, sociales, etc).

### La Bourgeoisie

La Ville de Fribourg est la seule à avoir une Bourgeoisie qui est une institution hybride, à la fois intégrée à la commune mais disposant de ses structures propres et de son fonctionnement spécifique. En règle générale, la Bourgeoisie se contente d'administrer ses biens et les affaires purement bourgeoises. Elle dispose d'une fortune propre non négligeable, constituée pour l'essentiel en immobilier. Deux options sont possibles en l'état : soit maintenir la Bourgeoisie telle quelle, et dans cette optique, les citoyens d'origine des 2 autres communes deviendraient automatiquement bourgeois de la Ville, soit la dissoudre et transférer ses biens à la Ville, respectivement à la nouvelle commune fusionnée.

Pour des raisons qui lui sont propres (et pour l'essentiel historiques), Fribourg souhaite le maintien tel quel de la Bourgeoisie. Villars-sur-Glâne et Marly quant à elles préféreraient la dissolution de cette institution et le transfert des biens à la Ville, ceux-ci pouvant être affectés à la liquidation de certaines dettes ou au financement d'investissements actuellement ouverts et particulièrement onéreux.

### La caisse de pension de la Ville de Fribourg

La Caisse de la Ville fait actuellement l'objet de mesures importantes de recapitalisation, portant sur une durée de 38 ans et financées selon un plan spécifique. D'après ce plan, au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le taux de couverture atteindrait 60% ; au 1<sup>er</sup> janvier 2030, il passerait à 75% et au 1<sup>er</sup> janvier 2052, il serait de 80%, conforme à la LPP. Ces données sont évidemment basées sur la situation financière et des assurés/rentiers actuels (2012). Elles pourraient changer si la situation structurelle de la caisse changeait. Un montant minimal de 56,8 millions de francs a été jugé nécessaire à cet effet. Sur ce montant que se partagent à parts proportionnelles la Ville de Fribourg, les Services industriels de la Ville (SA dont la Ville détient la majorité des actions), le Foyer Saint-Louis (Fondation) et la Bourgeoisie de Fribourg, la Ville couvre le 82,46% soit 46,832 millions. Cette créance porte intérêt de 4,25% (objectif de rendement de la caisse) et est amortie sur le principe d'une annuité fixe de 3,04 millions de francs sur 38 ans. Grâce à ce financement, le taux de couverture passerait « immédiatement » à 70% et les engagements envers les rentiers seraient totalement couverts.

Avec cette décision, la nouvelle commune fusionnée devra reprendre l'engagement financier de la Ville de Fribourg à l'égard de sa caisse de pensions, à savoir les 3 millions de francs annuels, voire plus suivant la nouvelle situation financière de la caisse avec la reprise du personnel des 2 autres communes et surtout des rentiers. Cet engagement ne concernera pas les employés des deux autres communes qui n'ont pas bénéficié de ces prestations, mais ils entreraient dans la caisse, cas échéant, aux nouvelles conditions d'assurance.

### La décharge de la Pila

Les travaux d'assainissement et de décontamination de la Pila sont estimés à 255 millions de francs. La Confédération subventionnerait ce montant à hauteur de 40%, le solde devant être réparti entre le canton et la commune de Fribourg. Bien que la Ville de Fribourg estime – à juste titre – qu'il appartient au canton de couvrir la totalité de la dépense, ce n'est en tout cas pas dans l'intention de l'Etat de financer entièrement cette charge. Au stade actuel, vu le mauvais état des finances cantonales, le report de la décontamination est décidé. Toutefois, il faudra bien assainir ce site, sur pression de la Confédération et il est à craindre que le coût le plus important, sinon la totalité, revienne à la commune de Fribourg. En cas de fusion, il y aura une charge financière substantielle supplémentaire à assumer par les communes de Marly et Villars-sur-Glâne.

### Considérations financières

C'est le point déterminant sur lequel le Conseil communal fonde son argumentation pour estimer qu'en l'état, une fusion serait trop coûteuse pour la commune de Villars-sur-Glâne et donc non indiquée.

### La situation fiscale et la dette des communes concernées

S'agissant de la dette brute, celle de Villars-sur-Glâne est la plus élevée des trois communes. Elle atteint environ 65 millions de francs au 31.12.2012, soit 5'400 francs/habitant. A Fribourg, elle est de 119,1 millions de francs, ou 3'341 francs/habitant et à Marly d'environ 20 millions de francs, donc 2'605 francs/habitant ; au total pour les 3 communes de plus de 200 millions de francs, ce qui, en rapport au nombre d'habitants, la situera à 3'400 francs/habitants, avec une légère augmentation pour Fribourg et une plus importante pour Marly, mais avec une nette diminution à Villars-sur-Glâne.

S'agissant de la dette nette, la commune de Villars a consenti des efforts importants, réduisant celle-ci de plus d'un tiers en une législature. Il n'en demeure pas moins qu'elle reste encore à un niveau très élevé (Fr. 2'850 par habitant), bien en-dessus de la moyenne cantonale de Frs. 1'525.

Même si les taux d'intérêts sont spécialement bas et cela depuis ces dernières cinq années, les communes versent néanmoins, au service de la dette, un montant de 2,1 million de francs pour Villars-sur-Glâne, de 6 millions environ pour Fribourg et de 1,5 million de francs pour Marly, soit environ 10 millions de francs sur un budget 2013 total de 327 millions de francs. Cette somme représente à elle seule la moitié de la perte de rendement fiscal à un taux d'impôt de 65%. Elle ne tient pas compte des investissements supplémentaires prévus (Fribourg) ou à venir.

Pierre d'achoppement de tout le processus, la situation fiscale des trois communes concernées est très disparate et leurs taux d'impôts sont très différents. Villars-sur-Glâne est de loin la plus attractive puisque l'impôt sur le revenu et la fortune (personnes physiques et morales) s'élève à 63.9 % par franc payé à l'Etat; Marly est à 80% et Fribourg à 77.3%. La contribution immobilière, pour sa part, atteint respectivement 2,5%, 3% et 2.85%. Quant aux indices de potentiel fiscal, ils se situent pour Villars-sur-Glâne à 163.81, Marly à 101.65 et Fribourg à 117.39. La charge fiscale des trois communes, en pourcentage est donc sensiblement plus basse à Villars-sur-Glâne, alors que les rentrées fiscales sont nettement plus élevées, grâce aux produits de l'impôt sur les personnes morales ce qui est notoirement connu.

Il est évident qu'en cas de fusion, un seul taux d'impôt devra être pratiqué à la nouvelle commune fusionnée. A cet égard, il s'agit de savoir quel sera le taux d'impôt nécessaire pour faire tourner le ménage communal. En l'état il n'est pas possible de donner des calculs précis, car chaque poste de l'administration devra être analysé de manière adéquate, en fonction des paramètres exacts et des données plus récentes, indisponibles en l'état, mais, en se basant sur les rentrées fiscales du budget 2013, on peut effectuer un calcul estimatif suffisamment significatif. Ce calcul a été réalisé de manière globale par les services des finances de la commune et ne devrait pas beaucoup varier, même avec un affinement des chiffres en fonction des paramètres avérés.

Ce calcul démontre que les rentrées fiscales des trois communes s'élèvent, en partant de la base du budget 2013, à 129 millions de francs environ pour les impôts sur les personnes physiques et la fortune et à 40 millions environ pour les impôts sur les bénéfices et le capital des personnes morales soit en tout à 169 million de francs (voir annexe 1).

Si l'on fixait le taux d'impôt le plus bas à la nouvelle commune fusionnée, soit celui de Villars-sur-Glâne, à hauteur de 65%, (donc avec une faible augmentation de 1,75% pour les contribuables de la commune de Villars-sur-Glâne), les rentrées fiscales totales de la nouvelle commune atteindraient 148 millions de francs, soit une diminution de 20 millions de francs.

Avec un taux d'impôt de 70% pour la nouvelle commune, soit une augmentation de quelque 10% pour les contribuables de la commune de Villars-sur-Glâne (et une réduction d'autant pour les contribuables des autres communes), les rentrées fiscales projetées atteindraient au total 160 millions de francs, soit une diminution de quelque 9 millions de francs (chiffres arrondis).

Enfin, une adaptation du taux d'impôt à 75% pour la nouvelle commune, soit une augmentation de l'ordre de 18% pour les contribuables de la commune de Villars-sur-Glâne, avec une réduction proportionnelle de ceux des autres communes verraient les projections du rendement fiscal atteindre 172 millions de francs environ, soit une augmentation de près de 3 millions de francs. Ce scénario permettrait donc à la nouvelle commune de disposer d'une marge nette d'autofinancement structurelle. Pour rappel, ces chiffres se basent sur le budget 2013 et ne tiennent pas compte des investissements annoncés notamment à Fribourg.

Ces chiffres montrent que, pour atteindre un strict équilibre du budget et aboutir à un rendement positif des revenus fiscaux, il est nécessaire de fixer un taux d'impôt uniforme d'au minimum 72,5%. Cela suppose donc une augmentation de 13,5% de l'impôt pour les contribuables de Villars-sur-Glâne et une baisse du même montant pour ceux des autres communes. On arrive encore, selon nos projections actuelles, avec ce taux, à une – faible – marge nette d'autofinancement, mais avec une forte participation des contribuables de Villars-sur-Glâne, au bénéfice des deux autres communes. Cette manière de procéder signifie en d'autres termes que l'apport financier de la fusion est supporté uniquement par les habitants de Villars-sur-Glâne. Une telle manière de procéder pourrait encore être acceptable, pour autant que la contrepartie de la fusion apporte aux habitants de notre commune des avantages au moins aussi quantitatifs, ce qui n'est pas le cas, puisque les prestations fournies resteront les mêmes. Cela dit, si l'on doit tenir compte des nouveaux investissements que la commune de Fribourg est en train de réaliser, on peut sérieusement douter que cette augmentation de 13,5% suffise et même qu'une augmentation de 18% puisse elle aussi couvrir les nouveaux besoins.

Les services de l'Etat de Fribourg ont aussi réalisé des projections, tenant notamment compte des effets de la péréquation des ressources et des besoins. Ils arrivent globalement aussi au même résultat que les services des finances de la commune.

En résumé, dans ce chapitre des impôts, le Conseil communal de Villars-sur-Glâne estime difficilement acceptable une hausse unilatérale du taux d'impôts, ce d'autant plus que la commune compte, sur son territoire, une forte concentration de personnes morales, dont de nombreuses actives dans des domaines économiques à très haute valeur ajoutée. Ces personnes morales engendrent le 40% des rentrées fiscales de l'ensemble des personnes morales du canton. Une hausse du taux d'impôts qui affecterait aussi bien les personnes physiques que les personnes morales aura vraisemblablement des conséquences très négatives pour l'avenir. En effet, en cette période de tension économique doublée d'une forte concurrence fiscale (non seulement au plan national mais aussi au plan mondial) un départ des sociétés internationales entraînera non seulement une forte perte pour la commune, mais aura aussi des répercussions sur le canton et avec la péréquation sur les autres communes.

On notera aussi au passage que des réflexions sont actuellement menées au plan fédéral et cantonal en raison des exigences européennes qui ont un impact direct sur la Suisse. Il s'agit de modifier les conditions d'octroi des exonérations fiscales, tout en diminuant le taux de l'imposition des personnes morales. Ces réflexions risquent d'avoir des répercussions importantes sur la commune de Villars-sur-Glâne en raison de l'importance de la place des personnes morales. Il n'est donc pas question, dans l'immédiat, de toucher au taux d'impôt actuel et, à plus forte raison, de l'augmenter.

Certes, la hausse d'impôts peut être uniquement reportée sur les personnes physiques et demeurer inchangée pour les personnes morales. Cependant, pour garder le taux moyen de 13,5%, voire 18% d'augmentation de l'impôt des contribuables de Villars-sur-Glâne, nécessaires à la couverture des dépenses du nouveau ménage, en maintenant un taux d'impôts des personnes morales à 65%, le taux auquel les personnes physiques devront être soumises sera de 75% ou 80%, soit une hausse de 18%, respectivement 25% en une seule fois. Outre le fait que le Conseil communal estime inéquitable, ni du reste souhaitable, d'avoir deux taux d'impôts différents pour les personnes physiques et morales, en

matière d'impôts sur le revenu et la fortune, il sied de relever que cette opération aurait pour effet que ce sont, en finalité, les personnes physiques, contribuables de la seule commune de Villars-sur-Glâne qui supporteraient toute la charge financière de la fusion.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que dans le cadre des mesures structurelles et d'économie, l'Etat a procédé à une augmentation de diverses taxes, ce qui aura pour effet d'alourdir davantage la charge fiscale des habitants de Villars-sur-Glâne.

Ensuite, les services des finances de la commune ont procédé à des comparaisons générales, sur la base des éléments du budget 2013 pour calculer les coûts et recettes totales des communes et par habitant. Il en résulte que les coûts de fonctionnement par habitant de Fribourg s'élèvent à 6'300 francs ; ceux de Marly à 4'430 francs et à Villars-sur-Glâne à 5'640 francs. Au niveau des recettes, elles sont de 3'590 francs/habitant à Fribourg, 3'250 francs/habitant à Marly et 4'220 francs/habitants à Villars-sur-Glâne (voir annexe 2).

Selon les chiffres émanant de la Direction des communes, les emplois communaux correspondent à 450 équivalents plein temps pour Fribourg, 60 pour Marly et 80 pour Villars-sur-Glâne. Même si la commune de Fribourg se fonde sur des particularités pour justifier cette réalité, il n'en demeure pas moins que le coût qu'elle représente reste problématique. De plus, la jonction des postes administratifs des trois communes représenterait une charge financière élevée, à court et moyen termes. En effet, il s'avère qu'à l'heure actuelle, Villars-sur-Glâne bénéficie d'une administration performante et adéquate en matière de coûts. Le nombre d'habitants de la nouvelle commune et la reprise du personnel des trois entités, même avec des compressions liées à des départs non remplacés ou avec des synergies mises en place entraîneraient une augmentation des coûts de fonctionnement et par conséquent un affaiblissement de la position de la nouvelle commune fusionnée.

### **Réflexions au plan cantonal**

Si la fusion aboutissait, en vertu de la loi sur l'encouragement des fusions, la nouvelle commune recevrait une subvention cantonale dont le montant atteindrait 11'850'000 francs. Cette somme serait versée une seule fois à la nouvelle commune. De toute évidence, ce montant est nettement insuffisant pour garantir une situation financière durable.

Fortes de ce constat, les 3 communes ont sollicité le Conseil d'Etat, pour que l'aide annoncée soit sensiblement augmentée. Les trois communes ont fait valoir la situation particulière du centre et l'importance, à l'échelle du canton, de disposer d'une capitale non seulement d'importance quant à sa population, mais financièrement forte. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée, signe du désintérêt manifeste que le Gouvernement apporte à cette question. Il y a toutefois tout lieu de craindre, surtout au vu des finances cantonales, que la réponse ne soit pas positive.

Il n'est pas inutile de rappeler que certains milieux, notamment économiques, mais aussi des partis politiques et des citoyens appellent à la réalisation d'un « centre cantonal fort ». Chacun a sa définition du centre cantonal fort, qui se résume en un seul mot : fusion (des communes centre), mais personne ne se hasarde à y donner une véritable définition ni à déterminer les moyens qui permettent d'aboutir à cette réalisation.

En date du 25 mars 2013, le député Jean-Daniel Wicht, ancien syndic de Givisiez, a déposé une question au Conseil d'Etat au sujet du centre cantonal fort. Il a rappelé fort judicieusement que le projet de fusion non accompagné d'un projet de société, d'idées d'avenir et d'objectifs n'est pas de nature à renforcer une région. Il a donc exhorté le Conseil d'Etat à indiquer quels seraient les moyens qu'il entend mettre en place pour assurer un centre fort en dehors de la fusion. En particulier il a rappelé

que l'Agglomération de Fribourg, sensée également renforcer le centre, ne bénéficie pas non plus de soutien cantonal, aussi bien au plan financier que technique (voir annexe 3).

Le 15 avril, une autre question émanant des députés André Schoenenweid et Jean-Pierre Siggen demandait au Conseil d'Etat comment il se positionnait sur le plan de fusion du préfet de la Sarine, quelle était son analyse de la fusion « 2C2G » et ce qu'il pensait de la position de la commune de Villars-sur-Glâne, en particulier si cette dernière pouvait se suffire à elle-même. Enfin, ces deux députés demandaient au Conseil d'Etat s'il envisageait des mesures plus contraignantes pour créer un centre cantonal fort en fusionnant les principales communes concernées (voir annexe 4).

Le 15 mai 2013, les députés Pierre Mauron et Benoît Rey déposaient une résolution tendant à faire aboutir rapidement la fusion du Grand Fribourg. Ces deux députés demandaient, entre autres, que le Conseil d'Etat livre sa vision concrète de ce que devrait être le Grand Fribourg de demain et des démarches nécessaires à sa réalisation. Cette résolution a été très largement acceptée (voir annexe 5).

Par la suite, le Conseil d'Etat s'est borné, le 20 août 2013, à apporter une réponse évasive à la question Wicht, sans prendre en compte la résolution pourtant acceptée par le Grand Conseil. Il a rappelé les projets économiques, sportifs et d'infrastructure qu'il soutient et qui sont des moyens de renforcer la notion de centre cantonal fort. Enfin, il se garde bien d'apporter des indications sur sa conception du centre cantonal fort, renvoyant, par là, à la volonté des acteurs concernés. En aucun cas n'a-t-il fait référence à un soutien financier spécifique destiné à une fusion de communes du Grand Fribourg.

Il a confirmé ses propos dans sa réponse à la question Siggen/Schoenenweid du 1<sup>er</sup> octobre 2013, en rappelant qu'il entendait respecter le principe de l'autonomie communale et que la fusion relève de la volonté des communes concernées. Il a également précisé qu'un plan de fusion qui ne se réaliserait pas d'emblée dans le périmètre retenu par le préfet peut être considéré comme « *une étape du processus d'intégration et de consolidation d'une région* ». Le Conseil d'Etat a aussi rappelé que s'il ne peut être répondu a priori à la question de savoir si une commune peut se suffire à elle-même, les statistiques indiquent que les communes suisses dont la population se situe entre 10'000 et 25'000 habitants sont les moins engagées dans des discussions de fusion. En outre, le Conseil d'Etat rappelle que la question du taux d'imposition des personnes physiques et morales se pose avec une intensité renforcée dans les communes urbaines et qu'il importe « *notamment de trouver un taux d'imposition permettant de convaincre les habitants des communes concernées, tout en améliorant la capacité d'investissement de la future commune* ».

Il sied de relever aussi que, conformément à la loi d'encouragement aux fusions, le Préfet de la Sarine a déposé un plan de fusions des communes du District. Ce plan a été approuvé par le Conseil d'Etat et soumis à toutes les communes, d'abord à leurs exécutifs, puis à la population. A cette occasion, le Conseil communal a aussi pris position face à ce plan et à la question de la fusion de manière générale. Le Conseil communal n'est pas opposé par principe à une fusion et il entend bien poursuivre ses efforts dans ce sens, mais en tenant compte de fusions par étapes. Le Conseil communal reste persuadé que la fusion doit apporter à chaque commune un impact positif, une amélioration de la situation actuelle ou un projet de vie significatif qui justifie du prix à payer.

Enfin, il n'est peut-être pas inutile de rappeler que, dans le cadre des mesures structurelles et d'économie, approuvées par le Grand Conseil lors de sa session d'octobre dernier, le Canton vient de donner un signal négatif en matière d'édification d'un centre cantonal fort, fusionné ou non, puisqu'il vient de se désengager en matière de transports, en abaissant sa participation financière aux coûts des transports de l'agglomération et au trafic régional.

### III Prise de position du Conseil communal

Le Conseil communal étudie les possibilités de fusions entre Villars-sur-Glâne et ses voisins depuis plusieurs législatures déjà. Ainsi, un projet de fusion avec Matran a échoué en 2005, pour des raisons financières notamment. Cependant, il a multiplié les démarches en vue de rechercher des synergies dans des domaines où il lui paraissait économiquement disproportionné d'avoir un service propre à la commune. C'est donc dans cette perspective qu'il a transféré la gestion des Eaux aux Services industriels de Fribourg ; il en a fait de même avec la gestion du contentieux (recouvrement des créances dans les domaines de l'assurance-maladie et des impôts) et qu'il a mandaté Fribourg pour le ramassage des déchets ménagers.

D'autres collaborations avec Marly dans le domaine de l'animation sont aussi en cours, et même avec d'autres communes.

C'est donc dans un esprit d'ouverture qu'il a abordé l'examen d'une procédure de fusion à six puis à trois communes. Néanmoins, le Conseil communal s'attend à ce que la fusion se traduise par une amélioration de la situation de la commune, qu'elle engendre des effets bénéfiques pour tous les citoyens de la commune fusionnée, en tenant compte d'un apport équilibré dans chaque commune. Il devrait résulter, de la fusion des communes du Centre, une force et une importance plus grande afin de permettre à cette nouvelle entité de pouvoir supporter financièrement, politiquement et socialement les défis qui l'attendent. Un centre réellement fort devra aussi permettre au Canton – et avec lui à l'ensemble des communes – de se positionner de manière plus ferme et compétitive face aux autres villes et agglomérations de la Suisse.

Une étude réalisée par le Professeur Nils Soguel, Titulaire de la Chaire de finances publiques de l'IDHEAP, et présentée lors de l'assemblée des délégués de l'association des communes fribourgeoises du 7 novembre 2009 constate que la commune de Villars-sur-Glâne se situe dans la taille idéale des communes suisses, pour avoir une administration efficace et financièrement avantageuse. En-deçà, l'étude concluait à des problèmes de viabilité sur le long terme des petites communes et au-delà, elle indiquait des coûts administratifs sensiblement plus élevés pour couvrir les mêmes besoins. Il sied de relever, forts de ce constat, que Villars-sur-Glâne se situe exactement dans la cible et que, partant, si elle devait fusionner pour aboutir à une commune de taille surdimensionnée par rapport au standard en Suisse, cela engendrerait des coûts bien plus importants sans avantages correspondants.

Le Conseil communal reste persuadé qu'en l'état une fusion entre les trois communes, voire avec Englisbourg dans une étape ultérieure risque fort d'aggraver la situation économique des trois communes concernées et aura inmanquablement pour conséquences un net affaiblissement du Grand Fribourg et donc du centre cantonal que l'on voulait fort. C'est donc une idée vide de sens en fin de compte qui serait concrétisée.

Il n'est bien entendu pas exclu qu'à long terme la situation actuelle change et que les conditions de fusion deviennent plus réalistes, ou bien qu'un nouveau projet soit envisagé, pour lequel une fusion est nécessaire. Mais dans les circonstances actuelles, le Conseil communal est persuadé qu'une fusion des trois communes n'est pas envisageable. Les conséquences financières pour les habitants de Villars-sur-Glâne sont objectivement insupportables et il n'est pas décent d'exiger des contribuables de la commune un effort supplémentaire de solidarité, sachant que cela ne leur apportera aucune modification de la situation dans leur quotidien, à court, moyen et long termes. Cela alors que, pour les contribuables de Fribourg et dans la mesure où il s'agit de la baisse de la fiscalité, également de Marly, même sans changement des prestations actuelles, une nette amélioration financière résultera de la fusion. Rappelons que la commune est déjà très fortement mise à contribution dans le cadre de la péréquation financière cantonale, avec un versement annuel de plus de 6 millions de francs pour un

subside de moins d'un million, étant ainsi la commune la plus fortement contributive à cet échelon. L'on ne peut donc pas encore ponctionner davantage les citoyens au profit de la seule solidarité.

Le Conseil communal est persuadé que seules des circonstances de nature à impliquer une neutralité des coûts pourrait justifier cette fusion, en particulier avec un engagement bien plus conséquent de la part du canton. Il continuera à privilégier et intensifier les collaborations intercommunales, dans tous les domaines possibles. Il reste également ouvert à des possibles fusions par étapes, si cela devait être bénéfique à la commune. Il recherchera des économies et des synergies permettant aux choses d'évoluer à l'avenir.

En conclusion, le Conseil communal est d'avis qu'en l'état la fusion n'est pas envisageable et il propose au Conseil général de le soutenir dans cette analyse, afin de présenter les mêmes conclusions aux citoyens lors de la consultation en mai de l'an prochain.

Nous vous présentons, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, l'assurance de notre parfaite considération.

**AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL**

Le Secrétaire

Emmanuel ROULIN



La Syndique

Erika SCHNYDER

Annexes :

1. tableaux des impôts
2. tableau des coûts administratifs par habitant
3. question Wicht
4. question Siggen/Schoenenweid
5. extrait débat au Grand Conseil sur la motion Mauron/Rey

## Projection du rendement fiscal pour les communes de Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne

### Base : Budget 2013

<u>Communes</u>	<u>Taux d'impôt actuel</u>	<u>Impôt sur le revenu et la fortune</u>	<u>Impôt sur les bénéfices et le capital</u>
Fribourg	77.30%	86'190'000.00	21'400'000.00
Marly	80.00%	17'930'000.00	2'070'000.00
Villars-sur-Glâne	63.90%	24'757'100.00	16'500'000.00
<b>TOTAL</b>		<b>128'877'100.00</b>	<b>39'970'000.00</b>

### Projection avec un taux unique de 70 % soit ~ 10 %

				Augmentation	Diminution
Fribourg	70.00%	78'050'000.00	19'379'000.00		10'161'000.00
Marly	70.00%	15'688'000.00	1'811'000.00		2'501'000.00
Villars-sur-Glâne	70.00%	27'120'000.00	18'075'000.00	3'937'900.00	
			<b>TOTAUX</b>	<b>3'937'900.00</b>	<b>12'662'000.00</b>
	<b>Diminution nette du rendement fiscal</b>			<b>8'724'100.00</b>	

## Projection du rendement fiscal pour les communes de Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne

**Base : Budget 2013**

<u>Communes</u>	<u>Taux d'impôt actuel</u>	<u>Impôt sur le revenu et la fortune</u>	<u>Impôt sur les bénéfices et le capital</u>
Fribourg	77.30%	86'190'000.00	21'400'000.00
Marly	80.00%	17'930'000.00	2'070'000.00
Villars-sur-Glâne	63.90%	24'757'100.00	16'500'000.00
<b>TOTAL</b>		<b>128'877'100.00</b>	<b>39'970'000.00</b>

## Projection avec un taux unique de 75 % soit ~ 20 %

				<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>
Fribourg	75.00%	83'625'000.00	20'763'000.00		3'202'000.00
Marly	75.00%	16'809'000.00	1'940'000.00		1'251'000.00
Villars-sur-Glâne	75.00%	29'057'000.00	19'366'000.00	7'165'000.00	
<b>TOTAUX</b>				<b>7'165'000.00</b>	<b>4'453'000.00</b>
<b>Augmentation nette du rendement fiscal</b>				<b>2'712'000.00</b>	

## Projection du rendement fiscal pour les communes de Fribourg, Marly et Villars-sur-Glâne

**Base : Budget 2013**

<u>Communes</u>	<u>Taux d'impôt actuel</u>	<u>Impôt sur le revenu et la fortune</u>	<u>Impôt sur les bénéfices et le capital</u>
Fribourg	77.30%	86'190'000.00	21'400'000.00
Marly	80.00%	17'930'000.00	2'070'000.00
Villars-sur-Glâne	63.90%	24'757'100.00	16'500'000.00
<b>TOTAL</b>		<b>128'877'100.00</b>	<b>39'970'000.00</b>

## Projection avec un taux unique de 65 % soit ~ 1,75 %

				<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>
Fribourg	65.00%	72'475'000.00	17'994'000.00		17'121'000.00
Marly	65.00%	14'568'000.00	1'681'000.00		3'751'000.00
Villars-sur-Glâne	65.00%	25'183'000.00	16'784'000.00	709'900.00	
<b>Total</b>		<b>112'226'000.00</b>	<b>36'459'000.00</b>		
			<b>TOTAUX</b>	<b>709'900.00</b>	<b>20'872'000.00</b>
	<b>Diminution nette du rendement fiscal</b>			<b>20'162'100.00</b>	

# Budget 2013 - fusion 2016 - Comparaison du coût par habitant

Nombre d'habitants au 31.12.2011 : Fribourg : 35'680 - Marly : 7'653 - Villars-sur-Glâne : 11'762

		Fribourg		Marly		Villars-sur-Glâne	
		Charges	Coût par habitant	Charges	Coût par habitant	Charges	Coût par habitant
0	Administration	28'256'531.00	791.94	8'140'155.00	1'063.66	6'660'914.00	566.31
1	Ordre public	9'153'990.00	256.56	517'525.00	67.62	890'402.00	75.70
2	Enseignement et formation	60'307'891.00	1'690.24	9'035'930.00	1'180.70	18'266'554.00	1'553.01
3	Culture et loisirs	12'001'208.00	336.36	934'220.00	122.07	2'769'992.00	235.50
4	Santé	12'034'941.00	337.30	2'608'345.00	340.83	3'336'271.00	283.65
5	Affaires sociales	38'046'381.00	1'066.32	5'271'795.00	688.85	9'240'164.00	785.59
6	Transports et communications	20'709'346.00	580.42	1'694'850.00	221.46	5'434'192.00	462.01
7	Environnement	22'845'781.00	640.30	2'375'543.00	310.41	6'583'582.00	559.73
8	Economie	153'100.00	4.29	155'760.00	20.35	157'583.00	13.40
9	Finances	21'328'621.00	597.78	3'196'011.00	417.62	13'015'644.00	1'106.58
		224'837'790.00	6'301.51	33'930'134.00	4'433.57	66'355'298.00	5'641.50

## Budget 2013 - fusion 2016 - Comparaison des recettes par habitant

Nombre d'habitants au 31.12.2011 : Fribourg : 35'680 - Marly : 7'653 - Villars-sur-Glâne : 11'762

		Fribourg		Marly		Villars-sur-Glâne	
		Recettes	Recettes / habitant	Recettes	Recettes / habitant	Recettes	Recettes / habitant
900	Impôts ordinaires des personnes physiques	86'190'000.00	2'415.64	18'850'000.00	2'463.09	27'357'100.00	2'325.89
900	Impôts ordinaires des personnes morales	21'400'000.00	599.78	2'070'000.00	270.48	16'500'000.00	1'402.82
900	Contribution immobilière	14'450'000.00	404.99	3'000'000.00	392.00	4'310'000.00	366.43
901	Impôts irréguliers	4'220'000.00	118.27	900'000.00	117.60	1'400'000.00	119.03
902	Autres impôts	1'858'000.00	52.07	40'400.00	5.28	86'000.00	7.31
		128'118'000.00	3'590.75	24'860'400.00	3'248.45	49'653'100.00	4'221.48



ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE  
Staatsrat SR

## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question Jean-Daniel Wicht  
Centre cantonal fort

2013-CE-31 [QA 3139.13]

### I. Question

Régulièrement, dans la presse, des partis politiques, des politiciens, des citoyens appellent à la réalisation d'un centre cantonal fort. Il semble que pour une majorité d'entre eux, la solution est une fusion à large échelle du grand Fribourg. Les avis tant de la population et des édiles en place divergent sur ce sujet. La seule fusion politique n'entraîne pas le renforcement d'une région, à mon sens, s'il n'y a pas derrière cette volonté un projet de société, des idées d'avenir et des objectifs. Et pourtant, il est utile de rappeler que dans le domaine du développement du territoire, il existe, pour notre centre cantonal, un projet de développement ambitieux autour d'une entité politique qui s'appelle l'agglomération.

Je remercie le Conseil d'Etat de répondre aux questions suivantes :

1. Est-ce que le Conseil d'Etat a des propositions, des projets d'avenir, mis à part la fusion, pour rendre notre centre cantonal fort ?
2. Est-il prêt à soutenir l'agglomération pour doter celle-ci des infrastructures indispensables à la réalisation de ce centre cantonal fort ?
3. Est-il prêt à accélérer les procédures d'approbation des plans afin de doter rapidement les communes de l'agglomération des plans d'aménagement locaux modifiés dans le sens du plan directeur de l'agglomération ?
4. Est-ce que le Conseil d'Etat est prêt à s'engager avec force et détermination pour défendre les grands projets de l'agglomération (couverture de l'autoroute à la hauteur de Chamblieux, modification des sorties autoroutières du grand Fribourg, création d'une nouvelle gare CFF, à Givisiez) auprès de la Confédération ?
5. Le Conseil d'Etat ne doit-il pas entreprendre des études, à une large échelle, pour créer les conditions favorables d'accès aux zones industrielles et artisanales existantes du Grand Fribourg, principalement pour l'accès des poids lourds mais aussi l'accès par le rail, sous utilisé en raison des mauvais créneaux horaires donnés par les CFF ?
6. Le Conseil d'Etat est-il prêt à soutenir les communes qui souhaitent acquérir des terrains stratégiques, en zone agricole dans le Grand Fribourg, afin de garder en main des réserves de terrain pour les générations futures ?
7. Le Conseil d'Etat ne doit-il pas prendre des mesures énergiques et rapides pour améliorer la part modale des transports publics en créant ou en soutenant la réalisation de parkings d'échanges accompagnés d'une vraie politique d'incitation à l'utilisation des transports publics ?
8. Sans toucher à l'autonomie des communes, le canton ne doit-il pas devenir un moteur de ce centre cantonal qu'il veut fort ?
9. Enfin, le Conseil d'Etat est-il prêt à organiser une table ronde, avec des députés, des édiles de l'agglomération et des communes, des représentants des associations professionnelles et des

citoyens des communes concernées, pour une large réflexion sur la vision d'un centre cantonal fort et les objectifs matériels et temporels pour atteindre les buts fixés ?

25 mars 2013

## II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat peut répondre aux questions de la manière suivante :

1. *Est-ce que le Conseil d'Etat a des propositions, des projets d'avenir, mis à part la fusion, pour rendre notre centre cantonal fort ?*

Dans sa réponse à la question Didier Castilla et Markus Ith, « Fusion de communes – Où en sommes-nous ? Où allons-nous ? », le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de répondre à cette question. Il relevait qu'effectivement le volet institutionnel, soit les mesures d'encouragement aux fusions de communes, ne constitue qu'un aspect du soutien apporté par le gouvernement à la promotion du centre cantonal. La prise en compte des agglomérations dans l'aménagement du territoire (cf. par exemple le point 4.1 du programme gouvernemental de la législature 2012–2016), la promotion économique et la densification de l'offre en transports publics (point 4.2) contribuent également à renforcer le centre cantonal, objectif qui demeure une priorité du gouvernement, déjà inscrite dans le programme de la législature précédente (cf. le défi n° 3 du programme gouvernemental de la législature 2007–2011) et qui a été réalisée par la constitution de l'Agglomération de Fribourg. D'autres projets soutenus par le Conseil d'Etat, tels que le projet Poya, blueFACTORY, le site sportif et la gare de St-Léonard, la politique foncière active ainsi que l'acquisition et la construction de bâtiments, illustrent à quel point la notion de centre cantonal fort est d'actualité. Cela reste donc un défi important pour le Conseil d'Etat.

2. *Est-il prêt à soutenir l'agglomération pour doter celle-ci des infrastructures indispensables à la réalisation de ce centre cantonal fort ?*

Le Conseil d'Etat est disposé à soutenir l'Agglomération dans la mesure de ses moyens et pour autant que cela soit nécessaire. Il tient toutefois à souligner que l'Agglomération est une corporation de droit public autonome et qu'il lui appartient de concrétiser la collaboration intercommunale dans plusieurs domaines d'activité dont l'aménagement du territoire, la mobilité et la protection de l'environnement. Néanmoins, les exemples cités dans la réponse à la question 1 démontrent à quel point le gouvernement s'est engagé et soutient des mesures et des projets qui profitent au renforcement du centre cantonal. Il encourage en outre l'élaboration par les communes concernées d'un projet de développement commun, à même de fédérer les forces et les moyens en faveur de ce renforcement.

En outre, le canton peut être sollicité financièrement sous certaines conditions pour accorder une contribution financière pour certains types d'investissements.

3. *Est-il prêt à accélérer les procédures d'approbation des plans afin de doter rapidement les communes de l'agglomération des plans d'aménagement locaux modifiés dans le sens du plan directeur de l'agglomération ?*

Le Conseil d'Etat rappelle que la procédure d'approbation d'un plan d'aménagement local (PAL) est régie par la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC). Il s'agit donc avant tout d'une compétence du Grand Conseil.

La LATeC fixe aux communes un délai de cinq ans depuis son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2010 afin d'adapter leur PAL au droit cantonal. Les communes de l'Agglomération de Fribourg ne sont pas soumises à un délai spécifique afin d'adapter leur PAL au plan directeur d'agglomération. La mise en conformité des PAL se fait par conséquent au gré de leurs révisions/modifications. Avec le délai de cinq ans fixé par la LATeC, cela signifie que la plupart des communes de l'Agglomération de Fribourg devraient disposer d'un PAL conforme à la nouvelle LATeC et au plan directeur d'agglomération d'ici fin 2014.

Le gouvernement aimerait encore souligner que les PAL sont des dossiers complexes qui font régulièrement l'objet d'importantes contestations. Accélérer la procédure d'approbation n'aurait manifestement pas une influence significative sur le temps nécessaire à l'ensemble du processus de révision d'un PAL.

4. *Est-ce que le Conseil d'Etat est prêt à s'engager avec force et détermination pour défendre les grands projets de l'agglomération (couverture de l'autoroute à la hauteur de Chamblieux, modification des sorties autoroutières du grand Fribourg, création d'une nouvelle gare CFF, à Givisiez) auprès de la Confédération ?*

Le Conseil d'Etat s'engage non seulement avec détermination pour la défense de plusieurs dossiers d'infrastructure auprès de la Confédération, mais il contribue également à la réalisation de grands projets dans l'agglomération.

### **Pont de la Poya**

L'Etat de Fribourg cofinance la construction du Pont de la Poya dont il est le maître d'ouvrage et le Service des ponts et chaussées (SPC) dirige les travaux qui seront terminés en automne 2014. Ce pont permettra de dévier le trafic de transit qui engorge la ville, de donner la priorité aux transports en commun, aux piétons et aux cyclistes et de protéger le patrimoine historique d'importance nationale, notamment la Cathédrale St-Nicolas. Il contribuera au développement économique du Grand Fribourg et à y garantir une mobilité durable.

### **Jonction autoroutière de Fribourg-Centre**

L'Office fédéral des routes (OFROU), conscient du problème de la jonction autoroutière de Fribourg-Centre, a décidé de l'assainir. Il va mettre sur pied une organisation de projet pour sa modification. Le canton, l'Agglomération et la Ville de Fribourg feront partie du comité de pilotage (copil) et seront étroitement impliqués dans ce dossier.

### **Suppression du passage à niveau de Givisiez**

Le Service de la mobilité (SMo) a fait une étude de base relative à la suppression du passage à niveau de Givisiez et à la construction d'une nouvelle route qui traverserait la zone industrielle plus

à l'ouest de Givisiez. La réalisation de ce projet entraînerait une amélioration importante de la circulation sur l'axe Givisiez–Belfaux en direction de Payerne. Dans l'étude portant sur 26 projets de routes de contournement faite par le SMO, il a été classé parmi les projets de routes de contournement ayant un rapport utilité / coût élevé.

### **Couverture de l'autoroute A12 dans le secteur de Chamblieux**

Le projet de couverture de l'autoroute à la hauteur de Chamblieux, estimé à 75 millions de francs (aménagement et entretien), relève de la Confédération. L'OFROU est d'accord de financer des parois anti-bruit et de verser un montant quelque peu supérieur à l'équivalent d'une telle infrastructure, soit 33 millions de francs. L'Etat de Fribourg n'est pas partie prenante et il n'existe aucune base légale pour qu'il participe au financement de ce genre de projet qui n'est pas budgétisé. Le gouvernement est toutefois prêt à soutenir, comme il l'a fait jusqu'à présent, les communes concernées, à savoir Givisiez, Granges-Paccot et Fribourg dans leurs discussions et négociations avec la Confédération.

### **Nouvelle halte ferroviaire de St-Léonard**

Le canton de Fribourg a été le promoteur de la planification et de la construction de la nouvelle halte ferroviaire de St-Léonard qu'il cofinance et qui sera terminée en décembre 2014. Cette nouvelle gare permettra de créer une nouvelle interface de transport dans une zone où se concentrent de nombreuses installations sportives et commerciales ainsi que des habitations et des emplois. Cette halte, qui s'intégrera dans le RER Fribourg|Freiburg, permettra de joindre la gare de Fribourg en 3 minutes et celle de Dürbigen en 5 minutes.

### **Construction d'une nouvelle gare CFF à Givisiez**

Le Conseil d'Etat a signé la convention pour l'avant-projet relatif au déplacement et à la construction d'une nouvelle gare CFF à Givisiez. Les travaux d'étude, cofinancés par le canton, sont bien avancés. La réalisation de cette gare est indispensable à l'instauration de la cadence systématique à la demi-heure sur la ligne Fribourg–Yverdon et Fribourg–Morat voulue par le Conseil d'Etat.

5. *Le Conseil d'Etat ne doit-il pas entreprendre des études, à une large échelle, pour créer les conditions favorables d'accès aux zones industrielles et artisanales existantes du Grand Fribourg, principalement pour l'accès des poids lourds mais aussi l'accès par le rail, sous utilisé en raison des mauvais créneaux horaires donnés par les CFF ?*

Dans le cadre du projet blueFACTORY, prévu sur le site de l'ancienne brasserie Cardinal et piloté par le canton et la Ville de Fribourg, une étude de mobilité (circulation routière, transports publics et mobilité douce) entre la gare de Fribourg, Cardinal et le plateau de Pérolles a été lancée à l'automne 2012 sous la direction du Service cantonal de la mobilité en partenariat avec celui de la Ville de Fribourg.

Il existe des embranchements ferroviaires privés dans des zones industrielles aux gares de Givisiez, Dürbigen, Schmitzen et Grolley desservis 2 à 3 fois par jour pour la mise en place et l'enlèvement de wagons. Il est également possible de charger des wagons marchandises en gare de Fribourg, mais les embranchements privés ont été démantelés ou désaffectés (Cardinal et Arsenaux).

Une ordonnance fédérale garantit d'ailleurs l'accès des convois marchandises au réseau ferroviaire et lors de toutes les études de planification, des sillons (capacités) sont réservés pour une desserte adéquate des zones industrielles raccordées au rail.

Le Conseil fédéral a élaboré une stratégie globale de promotion du transport ferroviaire de marchandises sur tout le territoire et un projet de loi fédérale sur le transport des marchandises assuré par les entreprises de chemin de fer et de navigation est actuellement en consultation.

6. *Le Conseil d'Etat est-il prêt à soutenir les communes qui souhaitent acquérir des terrains stratégiques, en zone agricole dans le Grand Fribourg, afin de garder en main des réserves de terrain pour les générations futures ?*

L'acquisition de terrains agricoles par les collectivités publiques présente des inconvénients majeurs, vu la différence des valeurs très importante entre les terrains agricoles et les terrains à bâtir. L'achat de terrains en zone agricole est réglé par la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural (LDFR). L'article 65 LDFR prévoit qu'une collectivité publique est autorisée à acquérir un terrain quand cette acquisition : a) est nécessaire à l'exécution d'une tâche publique prévue conformément aux plans du droit de l'aménagement du territoire ; b) sert au remploi en cas d'édification d'un ouvrage prévu conformément aux plans du droit de l'aménagement du territoire et que la législation fédérale ou cantonale prescrit ou permet la prestation d'objets en remploi.

La constitution de réserves de terrains est par conséquent incompatible avec la LDFR puisqu'elle contribue grandement à favoriser une certaine spéculation et empêche ainsi les agriculteurs d'agrandir leurs exploitations et de devenir propriétaires de leur outil principal de travail.

7. *Le Conseil d'Etat ne doit-il pas prendre des mesures énergiques et rapides pour améliorer la part modale des transports publics en créant ou en soutenant la réalisation de parkings d'échanges accompagnés d'une vraie politique d'incitation à l'utilisation des transports publics ?*

Le Conseil d'Etat a déjà pris des mesures fortes afin d'améliorer la part modale des transports en commun. Des moyens conséquents ont été et vont être investis afin de renforcer leur attractivité dans le canton de Fribourg, notamment avec la mise en place progressive du RER Fribourg|Freiburg qui verra l'instauration de la cadence à la demi-heure sur toutes les lignes régionales desservant le centre cantonal. Plusieurs communes du Grand Fribourg sont concernées par ce projet initié par le gouvernement fribourgeois. De nombreuses lignes de bus ont également été étoffées et l'Etat apporte un soutien fort à l'Agglomération dans la mise en place de prestations de transports public.

Le gouvernement fribourgeois est à l'origine de la création de la région communautaire fribourgeoise introduite en décembre 2006. Frimobil a unifié et simplifié les tarifs pratiqués jusqu'alors dans le canton, et remplacé, sur son périmètre de validité, les titres de transport préexistants. D'une manière générale, la mise en place de Frimobil a entraîné une baisse de prix pour les usagers. Les pouvoirs publics ont compensé la diminution de recettes que cette introduction a engendrée.

Il existe de nombreux parkings d'échange dans le Grand Fribourg : ceux des CFF situés aux abords des gares de Belfaux CFF, Fribourg, Matran, Rosé, Düringen, Schmitten, Grolley et ceux aménagés par l'Agglomération à Givisiez (route de la Chassotte), au Schönberg (route de la Heitera), au

Guintzet, à St-Léonard, à Bourguillon, à Villars-sur-Glâne (La Grange), à Marly (route de Corbaroche) et à Rosé (route de Rosé).

Ces réalisations, et de manière générale la densification du réseau des transports publics, participent à la politique du Conseil d'Etat visant à favoriser le transfert du trafic routier vers les transports publics, objectif qui est inscrit dans le projet et le plan directeur d'agglomération.

8. *Sans toucher à l'autonomie des communes, le canton ne doit-il pas devenir un moteur de ce centre cantonal qu'il veut fort ?*

Le renforcement du centre cantonal dépend en grande partie des actions concertées des acteurs institutionnels que sont l'Etat, les communes et l'Agglomération de Fribourg. Les mesures en matière d'aménagement local et régional relèvent des communes et de l'Agglomération. Le canton appuie et collabore à la mise en place de ces mesures. Toutefois, la plupart des exemples cités plus haut démontre que dans son champ de compétence, le canton crée des conditions propices au renforcement du centre cantonal.

9. *Enfin, le Conseil d'Etat est-il prêt à organiser une table ronde, avec des députés, des édiles de l'agglomération et des communes, des représentants des associations professionnelles et des citoyens des communes concernées, pour une large réflexion sur la vision d'un centre cantonal fort et les objectifs matériels et temporels pour atteindre les buts fixés ?*

Le Gouvernement estime que les réflexions autour du centre cantonal fort doivent s'organiser autour de l'Agglomération de Fribourg, qui en constitue l'acteur institutionnel majeur. Le Conseil d'Etat soutiendra toutes les initiatives visant à renforcer la cohésion et la légitimité du centre cantonal fort.

20 août 2013



## Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Question André Schoenenweid / Jean-Pierre Siggen  
**Fusion du Grand-Fribourg – Centre cantonal fort**

**2013-CE-75 [QA 3149.13]**

### I. Question

Pour exister entre les grandes villes et agglomérations de Berne et de Lausanne, notre canton doit se doter d'un centre cantonal fort. L'agglomération fribourgeoise constitue déjà un premier pas important dans cette direction et son activité doit être soutenue. Toutefois, une fusion des communes du Grand-Fribourg demeure un objectif essentiel à moyen terme et incontournable pour réellement peser entre la Riviera lémanique et la Région capitale suisse de Berne.

Le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion de le rappeler lors de la présentation de son plan de législature 2012-2016.

Le programme cantonal des fusions, avec différentes variantes selon les districts, proposé par les préfets dans chacun des districts du canton arrive ces jours sur la table du Conseil d'Etat.

Dans le cadre des prochaines discussions et négociations, notamment avec le Préfet de la Sarine et les communes concernées du Grand-Fribourg, nous posons les questions suivantes :

1. Quelle position le Conseil d'Etat entend-il adopter parmi les scénarios présentés par le Préfet de la Sarine ?
2. Le Conseil d'Etat partage-t-il l'analyse du Conseil communal de la Ville de Fribourg selon laquelle le scénario n° 2 proposé par le préfet est la meilleure solution actuelle pour créer un centre cantonal fort ?
3. Que pense le Conseil d'Etat du projet de fusion « 2c2g » ? – Ce projet ne pénalise-t-il pas le scénario privilégié soutenu par le préfet et la Ville de Fribourg ?
4. Le projet de fusion « 2c2g » ne va-t-il pas affaiblir durablement le concept d'un centre cantonal fort, qu'en pense le Conseil d'Etat ?
5. Que pense le Conseil d'Etat de la position du Conseil communal de Villars-sur-Glâne ?
6. Est-ce vrai qu'une commune comme Villars-sur-Glâne peut se suffire à elle-même et se désintéresser de la construction d'un centre cantonal fort ?
7. Que pense le Conseil d'Etat de l'appréciation du Conseil communal de Villars-sur-Glâne estimant qu'une fusion à 6 relève de l'irresponsabilité et que le canton a d'autres solutions pour se positionner entre Berne et Lausanne ?
8. Le Conseil d'Etat envisage-t-il des mesures plus contraignantes pour créer un centre cantonal fort en fusionnant les principales communes concernées ?

25 avril 2013

## II. Réponse du Conseil d'Etat

Le système des fusions de communes du canton de Fribourg est fondé sur plusieurs principes. Le premier consacre l'autonomie communale dans le sens que les fusions relèvent toujours d'une décision volontaire des communes concernées. Le deuxième principe prévoit un encouragement et des incitations provenant des autorités cantonales, les plans de fusions constituant un instrument parmi d'autres. Ces principes sont également valables à l'égard de la région du centre cantonal.

Dans sa séance du 28 mai 2013, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur les plans de fusions, présentés par les préfets à la suite d'un processus de consultations et d'échanges avec les conseils communaux de toutes les communes fribourgeoises. Au vu des travaux de qualité fournis jusqu'à ce stade par les communes et les préfets, le Conseil d'Etat est parvenu à la conclusion que les périmètres tels que proposés par les préfets paraissent tous réalisables.

Une forte majorité de conseils communaux du canton les ont acceptés comme scénario le plus pertinent. Le Conseil d'Etat, après avoir pondéré les intérêts du canton, des districts et des communes, a dès lors approuvé les plans présentés par les préfets, et pris acte des considérations qu'ils ont retenues dans leurs rapports.

Les plans prévoient de manière générale des fusions à grande échelle. Selon ce qui a pu être constaté en relation avec des fusions déjà réalisées, une fusion composée, dans une première étape, de peu de communes, peut servir de catalyseur dans la région. Il est dès lors pertinent de considérer une fusion qui ne concerne qu'une partie du périmètre, comme une étape intermédiaire.

Ceci dit, l'approbation par le Conseil d'Etat des plans de fusions des préfets n'a pas pour effet d'abolir les principes fondamentaux rappelés ci-dessus. Dès lors, les décisions des autorités communales et cantonales relatives à chaque projet de fusion demeurent réservées et seront à prendre le moment venu.

Sur la base de ces considérations générales, le Conseil d'Etat répond aux questions posées de la manière suivante :

1. Le Conseil d'Etat se rallie au plan du préfet, ce qui n'exclut pas le passage par des étapes intermédiaires comme mentionné ci-dessus.
2. Le Conseil d'Etat est d'avis que des fusions apparaissent souhaitables et envisageables dans toutes les régions du canton, également dans la région du Grand-Fribourg. S'agissant du périmètre du Grand-Fribourg, le Conseil d'Etat constate que le périmètre proposé correspond aux besoins d'un centre cantonal fort. Il soutient aussi la variante proposée par le Préfet de la Sarine, incluant les communes de Corminboeuf et Chésopelloz dans ce périmètre.
3. Un projet de fusion qui ne se réaliserait pas d'emblée dans un des périmètres retenus dans le plan de fusions peut être considéré comme une étape dans le processus d'intégration et de consolidation d'une région. En outre, le Conseil d'Etat rappelle que les fusions demeurent un choix volontaire des communes concernées et font l'objet de décisions ad hoc prises par les autorités tant communales que cantonales.
4. Dans la mesure où la fusion de ces quatre communes est une étape dans la fusion du Grand-Fribourg, le Conseil d'Etat ne la préavisera pas négativement.
5. Le Conseil d'Etat rappelle que dans le plan de fusions approuvé, la commune de Villars-sur-Glâne se voit intégrée dans le projet du Grand-Fribourg, sans préjudice des décisions des

autorités compétentes de chaque commune. A noter également que les discussions ne sont de loin pas closes, le plan de fusions se présentant au contraire comme une contribution au débat qui doit se poursuivre.

6. Les considérations émises sous le point 5 ci-dessus sont également valables pour la réponse à la présente question. Le Conseil d'Etat relève que la définition de la taille optimale des communes n'a jamais trouvé de solution absolue, malgré plusieurs recherches scientifiques, notamment dans le domaine des finances publiques. La question de savoir si une commune peut ou non « se suffire » à elle-même ne peut donc pas recevoir de réponse a priori. Les statistiques indiquent effectivement que les communes suisses dont la population se situe entre 10'000 et 25'000 habitants sont les moins engagées dans des discussions en vue d'une fusion<sup>1</sup>. Le Conseil d'Etat remarque toutefois que, quelle que soit leur taille, les communes du Grand-Fribourg, y compris Villars-sur-Glâne, ont constaté la nécessité de collaborer pour accomplir certaines de leurs tâches, notamment au sein de l'Agglomération de Fribourg.
7. Les considérations émises sous les points 5 et 6 ci-dessus sont également valables pour la réponse à la présente question. Sans partager l'avis du Conseil communal de Villars-sur-Glâne, le Conseil d'Etat relève que la fusion de communes centres et suburbaines présente des caractères spécifiques, qui ne sont pas nécessairement partagés par les fusions de communes périurbaines ou rurales. Ainsi, la problématique des effets de débordement et d'encombrement, par exemple, se pose en termes différents, et appelle donc des réponses spécifiques, tout comme l'évaluation des économies d'échelle potentielles. La question des taux d'imposition des personnes physiques et des personnes morales se pose également avec une intensité renforcée dans les communes urbaines. Il s'agit notamment de trouver un taux d'imposition permettant de convaincre les citoyens des communes concernées, tout en améliorant la capacité d'investissement de la future commune. Il appartient aux communes concernées d'examiner ces questions, et de faire les choix politiques nécessaires à l'élaboration d'une convention de fusion.

Tout en estimant qu'une fusion à 6 communes, voire 7, renforcerait le centre cantonal, le Conseil d'Etat note que d'autres solutions sont, et doivent être, développées en parallèle.

L'Agglomération de Fribourg, mentionnée par les auteurs de la question, est également essentielle pour le renforcement du centre cantonal. Le principe même de l'agglomération repose sur le constat que les périmètres communaux actuels ne permettent pas l'allocation optimale des ressources dans certains domaines de la compétence des communes.

L'Agglomération institutionnelle, qui réunit aujourd'hui dix communes, et l'agglomération statistique, qui en recense 30<sup>2</sup>, montrent qu'une fusion de 6 ou 7 communes du Grand-Fribourg ne permettra pas encore de faire coïncider espace institutionnel, espace fonctionnel et espace relationnel dans la région. Il est donc essentiel de coordonner les efforts en vue d'une fusion des communes du Grand-Fribourg avec un renforcement de l'Agglomération de Fribourg, et son

---

<sup>1</sup> Voir notamment STEINER Reto et LADNER Andreas, « Die Schweizer Gemeinden im Fokus – Ergebnisse der Gemeindebefragung 2005 », in *Perspektiven für Gemeindefinanzen*, Glatthard Alexander et Isch Ulrich éditeurs, Berne, 2006, p. 24.

<sup>2</sup> Selon la définition de l'Office fédéral de la statistique (OFS), tirée de SCHULER Martin, JOYE Dominique et DESSEMONTET Pierre, *Recensement fédéral de la population 2000. Les niveaux géographiques de la Suisse*, OFS, Neuchâtel, 2005, pp. 148 et 149. A noter qu'à l'époque du recensement, l'OFS mentionnait 42 communes comprises dans l'agglomération de Fribourg. Les fusions des communes d'Ecuwillens et Posieux (Hauterive, 2001), Avry-sur-Matran et Corjolens (Avry, 2001), Lentigny, Lovens et Onnens (La Brillaz, 2001), Bonnefontaine, Essert, Montévraz, Oberried, Praroman et Zénauva (Le Mouret, 2003), Courtaman et Courtepin (Courtepin, 2003) La Corbaz, Cormagens et Lossy-Formangueires (La Sonnaz, 2004) ont ramené ce chiffre à 30 aujourd'hui.

extension. En ce sens, au printemps dernier, la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) a mis sur pied un groupe de travail, composé de représentants de l'Agglomération et de communes non-membres, afin de coordonner les projets de fusion de communes avec l'Agglomération et son renforcement.

Comme il l'a fait à l'occasion de sa réponse du 20 août 2013 à la question 2013-CE-31 « Centre cantonal fort » du député Jean-Daniel Wicht, le Conseil d'Etat rappelle en outre que le volet institutionnel n'est qu'un des aspects du renforcement du centre cantonal. Ainsi, le soutien cantonal aux projets du pont de la Poya, de Blue Factory, du site sportif et de la gare de Saint-Léonard, de la politique foncière active ainsi que de l'acquisition et la construction de bâtiments notamment à des fins de formation, illustre un autre aspect de l'intervention du canton pour renforcer sa position entre les régions bernoise et lausannoise.

8. Conformément à la loi relative à l'encouragement aux fusions de communes, le Conseil d'Etat dressera un bilan de ce plan de fusions en 2015. Sur cette base, il se réserve la possibilité d'organiser un vote consultatif dans les communes qui ne seraient pas intégrées à un projet de fusions.

*1<sup>er</sup> octobre 2013*

## Résolution Pierre Mauron/Benoît Rey (fusion de communes pour un centre cantonal fort)

### Dépôt et développement

Personne n'ignore l'importance des fusions pour l'avenir du canton et de ses différentes régions. Preuve en est la concentration d'interventions parlementaires à ce sujet. Preuve en est également l'adoption, le 15 mai 2011, de la loi du 9 décembre 2010 relative à l'encouragement aux fusions de communes par 72,86% de la population fribourgeoise.

Dans ce domaine, s'il est une partie du canton qui suscite un regain d'attention – médiatique, politique et populaire – c'est bien le Grand Fribourg.

Et pour cause. La réussite d'une fusion ambitieuse et porteuse d'une véritable vision d'avenir doit permettre à notre canton et à son chef-lieu de s'inscrire dans une perspective et des conditions-cadre leur permettant de faire face aux défis démographiques et concurrentiels qui les attendent tout en répondant aux attentes légitimes de la population en matière de cadre de vie et de services de proximité.

Les soussignés en sont conscients et portent l'espoir que la situation actuelle du Grand Fribourg, fortement cristallisée, se débloque rapidement. Car le temps presse.

L'aboutissement rapide de cette fusion est sans aucun doute un enjeu non seulement régional mais aussi, et tout autant, cantonal. En effet, il s'agit non seulement de dessiner la place qu'occupera la région de la capitale fribourgeoise dans le giron cantonal, mais aussi de donner à notre canton une assise à plus grande échelle entre l'arc lémanique et les autres grandes agglomérations de notre pays.

Le Conseil d'Etat a souvent déclaré son attachement de principe aux fusions de communes et à la création d'un centre cantonal fort. Il n'a toutefois pas livré à ce jour sa vision concrète de ce que devrait être le Grand Fribourg de demain et des démarches nécessaires à sa réalisation.

Dans ce contexte, nous demandons au Conseil d'Etat de s'engager résolument dans la définition et l'aboutissement rapide d'une fusion du Grand-Fribourg et de confirmer au Grand Conseil sa volonté indéfectible d'œuvrer dans ce sens.

### Prise en considération

**Mauron Pierre (PS/SP, GR).** Le Grand Conseil, concernant les fusions, est plutôt amené à se prononcer sur les décrets que le Canton octroie pour encourager les fusions. Il n'a pas d'autre participation active. Par le biais de cette résolution, avec mon collègue Benoît Rey, et avec les chefs de groupes qui ont été informés ce matin, nous souhaitons faire passer l'idée suivante:

Les arguments pour vous inviter à adopter cette résolution sont mentionnés dans le texte même de la résolution. Il y a encore d'autres arguments dont je souhaiterais vous faire

part. Lorsqu'on voit des discussions par rapport aux hôpitaux, aux EPF, aux universités, on voit qu'il y a toujours une comparaison et une concurrence intercantonale. Il est important pour le canton de Fribourg d'avoir un interlocuteur clair et fort au niveau de son chef-lieu cantonal. Avec ce que l'on a vu, notamment ce printemps, il y a quelques fois des députés et la population qui ont eu l'impression que le bateau des fusions naviguait à vue. Or, par rapport à ce domaine du Grand Fribourg, le capitaine a besoin d'une carte claire pour savoir dans quelle direction il va. Lorsqu'on parle de politique foncière active, d'aménagement du territoire, d'agglomération, il faut une fois passer de la parole aux actes et concrétiser le projet. Comme certains ont manifesté quelques craintes au tout début, l'idée n'est pas, par cette résolution, de dire par exemple si nous sommes pour ou contre la fusion 2C2G ou pour ou contre l'Agglo. Il s'agit là de débats démocratiques qui auront lieu et dans le cadre desquels les personnes concernées pourront s'exprimer. Non, le but est tout autre. Il s'agit d'un problème qui dépasse les partis, d'où mon idée de réunir le plus possible de partis différents. On l'a vu le 25 mars 2013, notre collègue député radical Jean-Daniel Wicht a déposé une question au Conseil d'Etat, qui n'a pas encore obtenu de réponse, dans laquelle il demandait également quelle était la définition pour le Conseil d'Etat de ce centre cantonal fort en posant toute une série de questions. A l'heure actuelle, il nous semblait qu'il appartenait au Grand Conseil de manifester sa volonté claire d'avoir un centre cantonal fort et que cette volonté soit concrétisée, une fois qu'elle l'a été par le Grand Conseil, par le Conseil d'Etat en lui demandant ainsi de passer de la parole aux actes et d'édicter son planning, sa stratégie, de donner en fait du corps à ce centre cantonal fort; pour qu'il nous dise clairement quelle est sa vision, quelles doivent en être les structures, quels sont les moyens dont le Conseil d'Etat a besoin pour réaliser cette fusion et ensuite arriver à son terme. Cette résolution se veut en termes généraux (il n'y a pas d'élément contraignant) mais il y a simplement, je crois, une volonté qui est claire, dans la population, dans tout le canton et pas seulement dans le Grand Fribourg, et aussi je l'espère au sein du Grand Conseil, pour aller dans ce sens et inviter le Conseil d'Etat à nous répondre clairement là-dessus et à nous dire également sa vision, sa stratégie en lui faisant part de la volonté du Grand Conseil.

**Clément Pierre-Alain (PS/SP, FV).** Tout d'abord, malgré le peu de publicité, j'aimerais quand même vous rassurer sur le fait que, entre les communes de Fribourg, de Villars-sur-Glâne et de Marly, les travaux vont bon train. C'est tellement vrai que, pas plus tard que demain, une délégation du Conseil d'Etat rencontrera une délégation de ces trois communes dans le département de la Directrice des institutions, de l'agriculture et des forêts. Ceci dit, je crois qu'aujourd'hui, nous sommes véritablement tous, dans le cadre de nos problèmes généraux, à la croisée des chemins. Hier, j'ai entendu plusieurs députés exprimer leur souci par rapport au développement des finances cantonales mais aussi exprimer leur souci par rapport à ce qui va se passer dans le cadre des finances fédérales et par conséquent dans le cadre de la péréquation des ressources et des besoins qui sont actuellement des éléments non négligeables dans le cadre du financement de notre propre canton. Nous sommes évidemment dans une

position relativement délicate et, sans vouloir m'attarder sur les procédures qui sont en cours, la proposition qui nous est faite aujourd'hui sous la forme d'une résolution doit montrer la volonté du Grand Conseil de disposer d'un centre fort, non pas pour le plaisir du centre mais simplement pour l'avenir de notre canton.

**Schnyder Erika (PS/SP, SC).** Comme l'a dit tout à l'heure notre collègue Pierre-Alain Clément, les trois communes concernées sont en train de mener actuellement des discussions extrêmement poussées sur la question de la fusion. Nous sommes ici en présence d'une résolution qui pousserait le Conseil d'Etat à se positionner sur ce qu'il entend par un centre cantonal fort mais dans la définition et l'aboutissement rapide d'une fusion du Grand Fribourg. Et de confirmer au Grand Conseil la volonté d'œuvrer dans ce sens-là. Je crois qu'on peut dire à ce stade, Monsieur le Président, que si on veut un centre cantonal fort, ce n'est pas uniquement en agissant sur le centre, sur le Grand Fribourg. Il faut que l'on emploie tous les moyens mis à disposition pour savoir quelles sont ou quelles seraient les retombées d'une fusion des communes du centre. Quelles seraient aussi les communes du centre qui seraient concernées, qu'est-ce qu'on entend par commune du centre. Mais il y a autour de tout cela, comme l'a dit d'ailleurs Pierre-Alain Clément, d'autres problèmes structurels qui nous pendent au bout du nez. Et puis surtout, il y a les autres communes, les autres districts, les structures territoriales. Alors, quand je vois ça, je me dis que c'est bien joli de s'attaquer au centre mais n'oublions pas que si l'on veut faire l'exercice jusqu'au bout, et n'essayons pas de forcer la main aux communes du centre et d'oublier les communes périphériques, il faut mettre tous les éléments dans la balance à ce moment-là, et tous les éléments dans la balance ça veut dire: fusionnons toutes les communes, les petites communes des districts qui sont les plus petits par rapport au gros district qu'est la Sarine. Attaquons-nous aux structures territoriales, trouvons un système qui soit un peu moins archaïque que celui dans lequel on vit maintenant. Ayons une politique foncière et une politique économique beaucoup plus axées sur la répartition intercommunale, peut-être des bénéfices et aussi des problèmes structurels que cela implique. Bref, si l'on veut vraiment faire l'exercice, on ne peut pas se limiter aux seules communes du centre. Et surtout, ce que l'on ne devrait pas faire, c'est empêcher les communes du centre qui connaissent la problématique pour l'avoir travaillée et qui ont quand même pris le taureau par les cornes et ce, depuis un bon moment maintenant, de poursuivre leur débat sans avoir encore une épée de Damoclès qui pend au-dessus de leur tête.

**Rey Benoît (AGC/MLB, FV).** Lorsque nous avons eu le débat sur la prolongation du décret encourageant les fusions de communes au sein de cette même salle au Grand Conseil, beaucoup de voix s'étaient déjà prononcées pour créer un centre fort. Les discussions, et je m'en souviens, portaient sur une fusion à six, sur un centre fort, et il y avait une réflexion qui se faisait: peut-on en même temps souhaiter réaliser l'Agglo de la Ville de Fribourg et d'un autre côté fusionner une partie des communes de cette agglomération. Finalement le Grand Conseil, d'une manière assez unanime, avait prolongé le décret, avec toutes les discussions qu'il y avait eu

sur les montants financiers et le nombre d'habitants pour déterminer ce montant, avec une belle unanimité en disant: nous voulons un centre fort. Quelques jours plus tard, tombait la nouvelle du projet 2C2G.

Il existe, et je crois que c'est indéniable, une certaine problématique avec notre Grand Conseil qui est à la fois Chambre du peuple et Chambre des communes et parfois les intérêts de la Chambre du peuple et de la Chambre des communes ne sont pas les mêmes. Nous le voyons bien au niveau fédéral. Et je crois que nous sommes en plein dans cette problématique. Je ne vais pas me prononcer sur le bien-fondé de la nouvelle fusion Englisbourg qui est prévue actuellement, mais j'ai quand même un certain scepticisme quand je vois que les communes dotées de moyens financiers importants, qui auront probablement un taux d'impôt à 65, devront ensuite négocier avec la commune de Fribourg pour réaliser ce centre fort. Mais je peux espérer que cela se fasse quand même. J'ai quand même la crainte que ce soit reporté, non pas d'une année ou deux ans, mais bien à ce qu'on peut appeler des calandes grecques.

Le Conseil d'Etat, dans son programme de législature 2007–2011 avait mis un point très fort sur cet encouragement à la fusion des communes et sur la réalisation d'un centre cantonal fort. Et, nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner lors de l'adoption du programme de cette législature, cette volonté s'est quelque peu dissipée. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il est nécessaire que nous donnions un signe, un signe important au niveau du Grand Conseil fribourgeois, qui souhaite que soient résolues les difficultés qui empêchent actuellement ces fusions de communes et je crois qu'une part des difficultés réside aussi dans le fait que la plupart des négociations se passent au niveau des exécutifs et que la voix du peuple, pour l'instant, n'est pas mise en première évidence.

Dernière chose: il y a eu un travail très important mandaté par le Conseil d'Etat qui a été réalisé par les préfets de notre canton sur la suite de ces fusions de communes. Evidemment, le préfet de la Sarine a dû rendre sa copie comme tous les autres et je crois que les conclusions étaient extrêmement claires et intéressantes. Je pense qu'il est nécessaire maintenant d'aller de l'avant, de suivre ces conclusions et de donner une nouvelle impulsion par le soutien massif à cette résolution, à cette création d'un centre fort.

**Siggen Jean-Pierre (PDC/CVP, FV).** Le groupe Parti démocrate-chrétien – Parti bourgeois-démocratique peut se rallier à ce projet de résolution rédigé en termes généraux. Il est vrai que le projet de fusion du Grand Fribourg du préfet de la Sarine est sur la table du Conseil d'Etat. Toutefois, cette résolution, même si l'on s'y rallie, n'ajoute strictement rien sur le fond. Notre groupe a déjà posé une série de questions pointues et pertinentes en la matière, nous attendons des réponses. D'autres groupes ont fait de même, ont interpellé le gouvernement pour sa vision du centre cantonal fort. Et le Conseil d'Etat a déjà donné des parties de réponses, notamment dans son programme de législature, en soutenant ou en rappelant qu'il soutenait l'Agglo et en rappelant qu'il n'y avait pas que la fusion institutionnelle mais des projets d'infrastructure

importants qui participaient aussi de ce centre cantonal fort. Nous attendons maintenant sa vision plus concrète. Dans ce sens, on peut se rallier à cette résolution qui va dans ce sens.

**Waeber Emanuel (UDC/SVP, SE).** Mit grosser Mehrheit wird die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei diese Resolution unterstützen, denn die Zukunft Freiburgs kann nur in der Schaffung eines starken Zentrums liegen. Die gesetzlichen Grundlagen, es wurde erwähnt, mit den entsprechenden Fusionsförderungsmassnahmen, sind durch den Grossrat eingeleitet, verabschiedet und es geht jetzt und in naher Zukunft darum, diese auch umzusetzen.

J'ai effectivement deux remarques.

Avec cette résolution il sera probablement impossible de persuader également Madame la Syndique de Villars-sur-Glâne, notre chère collègue Erika Schnyder, d'une part et d'autre part votre ancienne collègue au Conseil communal de Villars-sur-Glâne actuellement conseillère d'Etat. Et j'aimerais quand même vous dire, Madame la Syndique de Villars-sur-Glâne, verwechseln Sie nicht Äpfel mit Birnen. Aujourd'hui nous parlons du centre, nous ne parlons pas de la périphérie de cette résolution.

Deuxième remarque, il y a quelques jours, les députés Schoenenweid et Siggen ont déposé une question auprès du Conseil d'Etat avec les mêmes réflexions et les mêmes objectifs. Alors je constate, Mesdames et Messieurs, que le Parti socialiste et le Parti démocrate-chrétien – Parti bourgeois-démocratique se trouvent déjà dans le train en direction des élections complémentaires de cet automne.

Je vous invite alors à soutenir cette résolution.

**Wicht Jean-Daniel (PLR/FDP, SC).** Le groupe libéral-radical a pris connaissance de cette résolution de notre collègue Pierre Mauron avec intérêt.

Le Conseil d'Etat a fait son devoir en proposant, il y a quelques années, un décret encourageant les fusions de communes; d'ailleurs notre collègue Benoît Rey l'a rappelé il y a quelques instants. La fusion des communes doit rester l'apanage d'une volonté citoyenne sur la base, bien entendu, de propositions de leur exécutif. Aujourd'hui, on reproche à certaines communes de l'agglomération leur dynamisme, leur volonté d'unir leurs forces. Mais il y a derrière ces exécutifs des citoyens, des citoyens qui, à une grande majorité, approuvent ce projet. Par contre, le Conseil d'Etat doit une fois clairement donner sa vision d'un centre cantonal fort. Il doit absolument s'investir sur ce sujet, n'en déplaise à certains. J'estime que le Conseil d'Etat doit montrer beaucoup plus de dynamisme si l'on veut vraiment un jour atteindre ce centre cantonal fort. On a des projets: couvertures autoroutières, et tout-à-coup, finalement le Conseil d'Etat dit que cela devient un peu cher etc... Il y a des projets et il faut peut-être les soutenir si l'on veut un centre cantonal fort.

Le groupe libéral-radical pose une question: est-ce que la fusion à grande échelle renforcera ce centre cantonal que l'on veut fort? Il y a des projets qui ont vu le jour sans ces fusions, je pense à Nuithonie, à l'Equilibre, au site sportif St-Léonard.

Aujourd'hui, ce qu'il manque, c'est une vision d'un projet de société qui pourrait fédérer tout le monde et à ce moment-là, on pourra travailler ensemble.

Beaucoup semblent oublier qu'il y a une organisation supra-communale qui existe, certains veulent la torpiller, d'autres veulent la soutenir: c'est l'Agglomération. Elle a déposé un projet l'année dernière. Elle attend des réponses de la Confédération. Mais le projet existe, des projets d'aménagement. Mais je pense que plutôt que de torpiller ceci ou cela, il faudrait peut-être une fois que tout le monde tire à la même corde et soutienne cette Agglomération qui, je le rappelle, a des projets énormes. Et le reste viendra probablement naturellement.

Pour terminer, je vous informe que le groupe libéral-radical ne s'opposera pas à cette résolution.

**Bapst Markus (PDC/CVP, SE).** Die Resolution provoziert bei mir viele Fragen und Themenkomplexe. Ich möchte hier nur zwei herausgreifen, die mich direkt interessieren, auch als Gemeinderat von Düringen.

Zuerst stellt sich für mich konkret die Frage, warum sich der Staatsrat überhaupt in diese laufende Diskussion einmischen soll. Diese Frage stelle ich an alle. Die Gemeinden müssten jetzt den Job tun. Sie wissen, worum es geht und es ist meines Erachtens in erster Linie an den Gemeinden selbst, hier aktiv zu werden und die Problematik zu regeln.

Zweiter Fragenkomplex: Im Zusammenhang mit der Agglomeration stellt sich die Frage nach der Zukunft der Agglomeration bei einer Grossfusion. Für die Gemeinde Düringen, die sich bereits heute die Sinnfrage stellt, unabhängig davon, welche Fusionen stattfinden werden, wäre eine Grossfusion sicher ein Grund, sich definitiv zu überlegen, ob sie in der Agglomeration bleiben möchte oder nicht. Es stellt sich die Frage nach der Zukunft der Agglomeration ganz generell bei einer Grossfusion.

Hier muss man irgendeinmal einen Entscheid treffen, weil es bei einer Grossfusion nicht einsichtig ist, wie die Agglomeration weiter bestehen soll. Zusätzlich stellt sich auch die Frage der Zweisprachigkeit dieser Agglomeration. Mich interessiert, wie sich Frau Garnier zu diesem Fragenkomplex äussert.

**Ackermann André (PDC/CVP, SC).** Je suis membre fondateur de l'association «Fusion 2011» et je m'engage, à ce titre, depuis plusieurs années, pour une fusion à grande échelle, pour reprendre l'expression de mon collègue Jean-Daniel Wicht, dans le Grand Fribourg par opposition à des fusions partielles, telle que 2C2G, pardon Englisbourg, ou la fusion à trois Fribourg, Villars-sur-Glâne, Marly.

Cette résolution, bien sûr, s'adresse au Conseil d'Etat. Mais à mes yeux, la conditio sine qua non pour la réussite d'un tel projet est l'engagement inconditionnel et convaincu des édiles communaux (syndics, conseillères et conseillers communaux) des communes concernées. Car ce sont eux qui devront convaincre leurs citoyennes et citoyens d'un tel projet. Malheureusement, nous constatons qu'à l'heure actuelle

cela est bien loin d'être le cas que ces édiles communaux soient convaincus par un tel projet. Dans la majorité des communes périphériques, on rencontre malheureusement ce genre d'attitude à l'heure actuelle. Je regrette que les édiles communaux n'aient pas utilisé la brèche que nous avons ouverte avec l'initiative «Fusion 2011», acceptée par au minimum 10% des citoyennes et citoyens, pour présenter un projet à leurs citoyennes et leurs citoyens. Alors maintenant «on refille la patate chaude» au Conseil d'Etat.

Mais je tiens quand même à rappeler ici que la loi sur l'encouragement des fusions de communes a été quand même conçue de manière à favoriser les grandes fusions, et qu'une fusion du centre cantonal, en y ajoutant quelques petites communes, pourrait provoquer une manne de l'ordre de 20 millions de francs. Donc cela n'est pas rien à mes yeux. Monsieur le député Wicht a rappelé que les projets importants avaient été réalisés. Mais je tiens à préciser que les projets tels que les projets Nuithonie-Equilibre ont été réalisés avant la constitution de l'Agglomération. Et je suis prêt à parier que si l'Agglomération avait été créée avant, on n'aurait aujourd'hui aucune de ces deux salles dans le Grand Fribourg. Est-ce que le Conseil d'Etat pourra trouver, comme le demande la résolution, les arguments nécessaires pour convaincre les édiles de ces communes, that is the question.

**Gander Daniel (UDC/SVP, FV).** Cette résolution parle d'un centre fort, mais a-t-on défini ses limites? Quelles communes en feront partie? Est-ce que pour faire ce centre cantonal fort l'on ne devrait pas tenir compte de ce qui a été mis en place, et qui fonctionne assez bien, pour les dix communes de l'Agglomération?

Alors si vous voulez une fusion, définissez-en les contours et pourquoi ne pas prendre en compte ceux de l'Agglo actuelle, qui est déjà une demi-fusion.

Je ne me prononcerai pas favorablement pour cette résolution sans connaître ce que l'on veut exactement pour ce centre fort.

**Lambelet Albert (PDC/CVP, SC).** Je suis le syndic d'une des communes 2C2G ou Englisbourg, et cette résolution paraît certes louable au départ, puisqu'on veut définir un centre cantonal fort. Mais ce vœu est directement lié à un processus de fusion de ces communes-là et ce lien-là ne peut que me déplaire. Je dirais qu'on aurait dû demander au Conseil d'Etat: «dessine-moi un centre cantonal fort», parce qu'à l'heure actuelle, nous n'avons pas de définition de ce centre cantonal fort. On dit qu'il faut un centre cantonal fort, mais on ne sait pas quelles sont les conditions cadres de ce centre cantonal fort et c'est fort dommageable.

Deux éléments:

1. Les quatre communes sous le nom d'Englisbourg qui vont probablement fusionner pour 2016: ce n'est pas un frein à ce centre cantonal fort. C'est plutôt un élément stratégique positif et nous l'avons clairement expliqué aux autres communes (Villars, Marly et Fribourg) et nous l'avons aussi expliqué dans le cadre de notre stratégie lundi passé. Et ça, même si certains ont un autre

point de vue, c'est une réalité, c'est un fait, nous allons dans le bon sens en faisant cette première fusion, car sans cette fusion-là il est peu probable qu'une grande fusion se passe. Il faut aussi comprendre la mentalité et la proximité des citoyens. Nous sommes proches du terrain, et c'est sur cette base-là que nous avons fait ce développement.

2. Elément repris par MM. les députés Gander et Wicht, nous avons un instrument que nous avons créé en 2007 et qui est l'Agglomération de Fribourg. Lorsque j'entends le député Ackermann parler de l'Agglomération de Fribourg (il a toujours été anti-Agglo), je trouve cela fort dommageable, car là aussi, il y a des résolutions économiques, démographiques et des prises d'activités dans cette Agglomération et on ne peut pas faire fi de ce fait. C'est comme être antimondialiste: on ne peut pas être antimondialiste, la mondialisation existe, l'Agglo existe, qu'on le veuille ou non, Monsieur le Député Ackermann, il faut faire avec. Et de ce fait, je pense qu'on a déjà tous les instruments pour rendre ce centre cantonal fort. Donnons les moyens aux entités qui se créent ou qui sont déjà créées, principalement l'Agglomération. Quand j'entends des gens dire: on ne donnera aucune subvention à l'Agglomération pour créer des sites propres pour les bus, je trouve cela complètement inconcevable. Et c'est la réalité d'aujourd'hui. Donc, au lieu de passer à des résolutions ou de demander au Conseil d'Etat quelles sont les contours de ce centre cantonal fort, donnons les moyens à ce qui existe.

**Ducotterd Christian (PDC/CVP, SC).** C'est quoi un centre cantonal fort? A cette question on peut certainement répondre que les conditions suivantes doivent être remplies:

Répondre et agir d'une seule voix concernant les défis importants et face aux différents interlocuteurs que sont la Confédération, les cantons voisins ou des entreprises qui cherchent du terrain et des conditions pour s'installer. C'est aussi agir en commun pour le développement de certains projets d'importance. Le Conseil d'Etat a un rôle important pour donner une vision claire et les moyens d'obtenir ces buts. Les préfets, et principalement le préfet de la Sarine, a un rôle encore plus important dans ce contexte. Il doit être le moteur dans son district. Aujourd'hui, nous ne pouvons pas percevoir auprès du préfet de la Sarine une réelle volonté de s'investir et de convaincre. Etre rapide ne suffit pas pour dire que le travail est bien fait et avec conviction.

Nous pouvons certainement prendre l'exemple de l'Association Régionale de la Sarine (ARS), où un projet avec un fond d'investissement était prévu. Il était clair, dès le début, que l'adoption des statuts par toutes les communes était illusoire. Au lieu de convaincre, le préfet de la Sarine a même demandé à certaines communes de ne pas passer les statuts devant leur assemblée et proposé aux groupes de travail de créer une association sans fonds d'investissement. Cette attitude est encore plus difficile à comprendre lorsqu'on parle de communes qui ont un taux d'impôt inférieur à 70 centimes. Aujourd'hui, le Conseil d'Etat et le préfet doivent choisir une option où chacun est gagnant. Unir toutes les communes du

district dans une seule entité est une solution, mais ne pourra se faire si les communes périphériques avec un taux d'impôt élevé contribuent, sans nouvelles prestations par exemple, en ce qui concerne les transports publics.

La question qui reste à se poser est bien de savoir si parler d'une seule voix est possible si les coûts et les retombées économiques ne sont pas pris en commun. Sous sa forme actuelle, l'Agglomération ne répond pas à cette question.

Un peu d'utopie: Monsieur le Préfet, je suis prêt, comme beaucoup, à défendre dans ma commune une fusion englobant Villars-sur-Glâne, Granges-Paccot, Givisiez, Corminbœuf, Grolley bien sûr et Belfaux. C'est tout-de-même plus facile de se marier et de tout partager plutôt que de convoler longtemps avec un conjoint radin.

**Thévoz Laurent (ACG/MLB, SC).** Il y a une considération qui n'a pas été évoquée et sur laquelle j'aimerais beaucoup insister parce qu'elle me paraît absolument centrale. Je noterais d'abord qu'il y a un bon signe quand même dans toute la réflexion, c'est que ce soit un Gruérien qui nous ait proposé cette initiative. Quand on connaît l'antagonisme qu'il y a parfois entre la capitale et le sud du canton, cela me paraît de très bon augure. Ce que je constate, c'est qu'en fait, le débat tourne autour de trois types d'arguments:

- > Qui est-ce qui paie, qui est-ce qui gagne? Moi, je veux, toi, tu ne veux pas, etc... le genre de jeu classique.
- > On se renvoie la balle: c'est la capitale forte, c'est l'Agglomération, c'est la Sarine, enfin bon.
- > Tout va très bien Madame la Marquise, un peu le discours dont nous ont gratifié Madame la Syndique de Villars et Monsieur le Syndic de Fribourg. On n'est pas ici pour jouer au poker menteur ici, me semble-t-il.

Moi, je me demande si l'on peut continuer comme ça, sans qu'il n'y ait de risque. N'y a-t-il pas de risque à faire ce jeu-là? N'y a-t-il aucun risque du tout? Je pense que le risque est très clair pour moi. C'est que tous nous perdions. Tous, cela veut dire les communes directement impliquées, les autres communes du canton et le canton lui-même. On prend le risque que Fribourg ne soit plus sur la carte. Déjà maintenant souvent elle n'est plus sur la carte. Dans le projet de territoire suisse, Fribourg n'est plus sur la carte. Et cela, c'est le plus grand risque que l'on a.

On a un exemple sous les yeux avec le HFR. Il y a un risque très sérieux qui pèse sur le HFR, une épée de Damoclès, écartelé entre l'agglomération de Berne et le croissant lémanique. En fonction de cela, il me semble que c'est le moment de changer de perspective et de répondre à ce risque-là pour éviter que finalement, pour des raisons internes, le canton de Fribourg perde les chances, qu'il doive jouer avec, effectivement, une agglomération, une capitale, un district, peu importe, mais un point de référence fort.

Je me demande, à titre de proposition, si c'est pas le moment d'engager un processus de médiation. Toutes les parties sont juge et partie à la fois et entre elles, elles ont de la peine, comme elles l'ont démontré jusqu'à maintenant, à dépasser leurs différends.

**de Weck Antoinette (PLR/FDP, FV).** Bien entendu que j'annonce mes intérêts puisque je suis conseillère communale depuis deux ans de Fribourg.

En cette qualité-là, j'ai pu apprendre à voir ce qui se passe sur le terrain. Comme vous l'ont dit M. Clément et M<sup>me</sup> Schnyder, syndics respectivement de Fribourg et Villars-sur-Glâne, les travaux se passent actuellement entre les communes Fribourg, Villars et Marly. C'est-à-dire que les services se rencontrent et on compare ce qu'il se fait dans ces trois communes, soit une commune de 8000 habitants, une d'à peu près 12 000 et une de 35 000. Et que remarque-t-on? On remarque que la commune de Fribourg peut offrir des prestations aux habitants que la commune de Villars n'offre pas et que la commune de Marly offre encore moins. Que cela soit pour des activités extra-scolaires, que cela soit des activités sportives pour les enfants, que cela soit le service social qui est mieux organisé. Pour beaucoup de choses, Fribourg offre plus parce que nous sommes plus nombreux. Il y a des éléments, des structures que l'on peut mettre en place ou pas selon la quantité de personnes que vous avez à gérer.

C'est la raison pour laquelle dans une commune qui passe de 35 000 à 50 000, 60 000 ou 70 000 habitants pour justement faire face aux charges, et comme l'a dit très justement mon collègue Thévoz, nous devons regarder vers l'avenir. Il ne faut pas croire que le monde reste tranquille et qu'il ne bouge pas. Nous devons avancer avec le monde et nous aurons de plus en plus de tâches, il faut bien voir, toutes les communes vous êtes là pour savoir que les tâches ne font qu'augmenter. On a beau essayer de freiner, on n'y arrive pas. Nos citoyens deviennent des clients, ils attendent de plus en plus. Et pour cela il faut pouvoir y répondre.

J'ai entendu certains intervenants qui disent qu'il faut que la volonté des communes soit respectée. Et bien entendu, rien ne peut se faire sans la volonté des communes. Mais pourquoi cette volonté n'existe-t-elle pas déjà aujourd'hui? Je vous le demande. Eh bien, je vais vous le dire: parce qu'on a peur de perdre la proximité entre les autorités et les citoyens. On a peur de perdre les avantages fiscaux en fait, on a peur de se projeter dans quelque chose que l'on ne connaît pas. On a peur de l'avenir. Parce que ces avantages fiscaux, il faut bien voir qu'ils peuvent changer du jour au lendemain. Lorsque vous avez une ou deux entreprises qui assurent une grande partie de vos revenus fiscaux et que cette entreprise part, bien entendu que cela sera un bouillon pour tout le canton et non seulement pour cette commune. Mais qui vous dit qu'elle ne partira pas?

Vu cette situation qui devient de plus en plus difficile pour nos communes, il est nécessaire que le Conseil d'Etat parle d'une seule voix, d'une seule voix dans ce dossier. Et c'est aussi au Conseil d'Etat de convaincre ceux qui ont peur qu'ils ne doivent plus avoir ces peurs. Et que l'on doit avancer main dans la main et trouver une solution à ces fusions qui sont absolument indispensables.

**Siggen Jean-Pierre (PDC/CVP, FV).** Très brièvement, pour corriger légèrement mon collègue, Emmanuel Waeber, et lui rappeler que la question Schönenweid-Siggen a été déposée

bien avant la démission de Madame Chassot, elle n'est pas opportuniste. Le groupe Parti démocrate-chrétien – Parti bourgeois-démocratique s'empoque de dossiers bien avant les élections et y apporte des solutions.

**Mauron Pierre** (PS/SP, GR). D'abord, un élément qui me semble important: je crois que c'est la première fois que je suis entièrement d'accord avec ma collègue Madame de Weck et je trouve que cela mérite d'être souligné.

Deuxième point, j'ai entendu notre collègue Lambelet et sauf erreur notre collègue Duccotterd nous dire: «il aurait fallu dire *dessinez-nous un centre cantonal fort*». Or, la résolution dit clairement: le Conseil d'Etat n'a pas livré à ce jour sa vision concrète de ce que devrait être le Grand Fribourg et nous demandons au Conseil d'Etat de s'engager dans la définition de ce Grand Fribourg. Donc c'est exactement ceci, et je sais que j'ai donné vraiment tard ma résolution, j'en suis vraiment désolé, cela a été fait rapidement aux aurores, mais c'est exactement dans le sens où l'on va, vous n'avez aucune crainte à avoir.

> Au vote, la prise en considération de cette résolution est acceptée par 81 voix contre 3. Il y a 8 abstentions.

#### *Ont voté oui:*

Ackermann (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Aebischer (LA, PDC-PBD/CVP-BDP), Badoud (GR, PLR/FDP), Baechler (GR, PS/SP), Bapst (SE, PDC-PBD/CVP-BDP), Berset (SC, PS/SP), Bertschi (GL, UDC/SVP), Bonny (SC, PS/SP), Boschung (SE, PDC-PBD/CVP-BDP), Bosson (GL, PDC-PBD/CVP-BDP), Bourguet (VE, PDC-PBD/CVP-BDP), Brodard C. (SC, PLR/FDP), Brodard V. (GL, PS/SP), Brönnimann (SC, UDC/SVP), Burgener Woeffray (FV, PS/SP), Castella D. (GR, PLR/FDP), Chassot (SC, ACG/MLB), Clément (FV, PS/SP), Collaud (BR, PDC-PBD/CVP-BDP), Corminboeuf (BR, PS/SP), de Weck (FV, PLR/FDP), Dutz (GR, PDC-PBD/CVP-BDP), Duc (BR, ACG/MLB), Duccotterd (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Emonet (VE, PS/SP), Fasel-Roggo (SE, ACG/MLB), Ganioz (FV, PS/SP), Garghentini Python (FV, PS/SP), Girard (GR, PS/SP), Gobet (GR, PLR/FDP), Grandjean (VE, PDC-PBD/CVP-BDP), Grivet (VE, PS/SP), Hayoz (SE, PDC-PBD/CVP-BDP), Hunziker (VE, PLR/FDP), Itt (LA, PLR/FDP), Jelk (FV, PS/SP), Jendly (SE, PDC-PBD/CVP-BDP), Kaelin Murith (GR, PDC-PBD/CVP-BDP), Kolly G. (GR, UDC/SVP), Kolly N. (SC, UDC/SVP), Kolly R. (SC, PLR/FDP), Kuenlin (SC, PLR/FDP), Lauper (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Lehner-Gigon (GL, PS/SP), Longchamp (GL, PDC-PBD/CVP-BDP), Losey (BR, UDC/SVP), Mauron (GR, PS/SP), Meyer Loetscher (BR, PDC-PBD/CVP-BDP), Morand (GR, PDC-PBD/CVP-BDP), Mutter (FV, ACG/MLB), Page (GL, UDC/SVP), Peiry (FV, UDC/SVP), Piller B. (SC, PS/SP), Pythoud-Gaillard (GR, PS/SP), Raemy (LA, PS/SP), Repond (GR, PS/SP), Rey (FV, ACG/MLB), Riedo (LA, PDC-PBD/CVP-BDP), Rodriguez (BR, PS/SP), Roubaty (SC, PS/SP), Savary-Moser (BR, PLR/FDP), Schafer (SE, ACG/MLB), Schläfli (SC, UDC/SVP), Schmid (LA, ACG/MLB), Schopfer (LA, PLR/FDP), Schorderet E. (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Schorderet G. (SC, UDC/SVP), Schuway (GR, UDC/SVP), Siggen (FV, PDC-PBD/CVP-BDP), Stempfel-Horner (LA, PDC-PBD/CVP-BDP), Suter (SC, ACG/MLB), Thalmann-Bolz (LA, UDC/SVP), Thévoz (FV, ACG/MLB), Thomet (SC, PS/SP), Vial (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Waeber (SE, UDC/SVP), Wassmer (SC, PS/SP), Wüthrich (BR, PLR/FDP), Zadory (BR, UDC/SVP), Zosso (SE, UDC/SVP), Zürcher (LA, UDC/SVP). *Total: 81.*

#### *Ont voté non:*

Gander (FV, UDC/SVP), Lambelet (SC, PDC-PBD/CVP-BDP), Schnyder (SC, PS/SP). *Total: 3.*

#### *Se sont abstenus:*

Castella R. (GR, PLR/FDP), Fasel J. (SE, PDC-PBD/CVP-BDP), Frossard (GR, UDC/SVP), Glauser (GL, PLR/FDP), Herren-Schick (LA, UDC/SVP), Johner-Etter (LA, UDC/SVP), Piller A. (SE, UDC/SVP), Wicht (SC, PLR/FDP). *Total: 8.*

> Cet objet est ainsi liquidé.

—

- La séance est levée à 11 h 20.

*Le Président:*

**Pascal KUENLIN**

*Les Secrétaires:*

**Mireille HAYOZ**, *secrétaire générale*

**Reto SCHMID**, *secrétaire général adjoint*

—